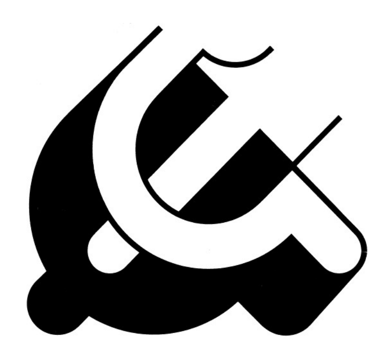


REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

2013, ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay

Expropriation d'Alstom et de PSA !

n° 19 septembre - octobre 2016 1 euro

Hollande et Valls ouvrent la voie à la réaction

Cinq ans de collaboration de classe désorientent les travailleurs

À l'approche des échéances électorales de 2017, le gouvernement n'a pas changé de politique. Le projet de budget de la Sécurité sociale prévoit 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires, celui de l'Etat fait cadeau de 3 milliards d'euros supplémentaires aux capitalistes (CICE), sans compter la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les PME. Il économise 2,7 milliards d'euros de plus sur les dotations aux collectivités locales, mais alloue 2 milliards supplémentaires à l'armée, la justice et la police.

Avec Hollande et Valls, pas d'austérité pour l'appareil de répression de l'État ! Ni pour les interventions impérialistes et la marche à l'État policier opérée grâce à l'union nationale de tous les partis, des organisations patronales et des syndicats au moment des attentats islamistes. En retour de ses largesses, le gouvernement obtient des manifestations hostiles de flics noyautées par le FN et les groupes fascistes.

Alors qu'elle matraquait les jeunes et les ouvriers qui protestaient contre le projet de loi Hollande-El Khomri, les chefs de FO et de la CGT défendaient la police [voir *Révolution communiste* n° 17 & 18]. Leurs adjoints de la « gauche radicale » continuent à plaindre les flics qui défilent avec le drapeau tricolore, chantent l'hymne national et demandent la démission du ministre de l'Intérieur PS.



20 octobre, Champs Élysées
Manifestation de policiers, photo Libération

Ils sont en première ligne pour constater la dégradation sociale et, au sens propre comme au sens figuré, la prendre en pleine figure. (LO, 19 octobre)

Si les corps de répression (armée, police…) reçoivent augmentations et primes, les chômeurs, les travailleurs précaires et de nombreux étudiants subissent une véritable paupérisation.

Parmi la population qui gagne moins de 1 200 euros par mois, la moitié des personnes déclare avoir renoncé ou reporté de plusieurs mois une consultation chez un dentiste. Une situation qui a augmenté de 22 points de pourcentage depuis 2008 ! De même, 39 % ont renoncé ou reporté leur rendez-vous chez un ophtalmologue, une augmentation d'un tiers depuis le début de la crise. Le baromètre fait aussi ressortir que 42 % de ces personnes ont renoncé ou reporté l'achat de lunettes ou de lentilles de contact, soit 5 points de pourcentage de plus qu'il y a huit ans. (Secours populaire, 6 septembre)

Le gouvernement s'en prend aux pauvres en cherchant à modifier le mode de calcul des APL, ce qui pourrait toucher 650 000 foyers. Malgré les exportations d'armes auxquelles s'emploie le gouvernement, les cadeaux aux patrons et les attaques contre les acquis sociaux, le capitalisme national surmonte difficilement la crise mondiale de 2008-2009. En plus, le contexte mondial devient, de nouveau, incertain. La croissance française devrait se limiter en 2016 à 1,3 % (Insee, *Note de conjoncture*, 7 octobre), ce qui laisse le chômage à un niveau élevé : près de 6,2 millions de personnes toutes catégories confondues à la dernière estimation (Dares, *Indicateurs,* 26 septembre). En outre, un certain nombre de fleurons du capitalisme français sont ébranlés par la concurrence mondiale : EdF, Air France-KLM, Areva, Alstom…

Prenant appui sur toute la politique poursuivie pendant cinq ans par Hollande et ses gouvernements Ayrault et Valls, sur toutes les attaques portées contre la classe ouvrière et la jeunesse, les candidats des partis bourgeois à l'élection présidentielle pensent désormais avoir le champ libre. Ceux du principal parti de la bourgeoisie, Les Républicains, peuvent librement se livrer à une surenchère de propositions réactionnaires ; celle du parti fascisant, le Front national, peut renchérir dans le nationalisme et la xénophobie.

Les partis bourgeois se sentent des ailes car le principal parti issu historiquement de la classe ouvrière, le PS, n'a pas cessé de servir la classe capitaliste à la présidence, au gouvernement, au parlement, ce qui désoriente les travailleurs. Ils bénéficient aussi du manque de crédibilité des autres partis issus de la classe ou-

vrière, le Parti de gauche et le Parti communiste français, qui se déchirent entre eux mais restent d'accord pour défendre « la France » (c'est-à-dire le capitalisme français) et « la République » (c'est-à-dire l'État de la bourgeoisie). Les partis bourgeois savent que le combat contre la loi travail a été conduit à la défaite par les directions syndicales CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, comme auparavant celui pour défendre les retraites, par une technique éprouvée mêlant les négociations de ce dont les manifestants réclamaient pourtant le retrait total avec la litanie des journées d'action en culs-de-sac, dressées contre la recherche de la grève générale. Cette trahison a reçu l'aide du PCF, du PdG, de LO, du NPA, du POID, d'AL…

Ainsi, le 15 septembre, la quatorzième « journée d'action » appelée par les bureaucrates syndicaux a entériné l'adoption de la loi par l'Assemblée le 6 juillet. Pourtant la direction de la CGT s'en réjouit : *« L'appréciation de la réussite de cette journée est unanime »* (communiqué CGT, 5 octobre). Est passé inaperçu l'appel à la grève de 24 heures le 8 septembre par l'intersyndicale de l'enseignement du 2nd degré, après que la réforme du collège a fini d'être mise en place malgré l'opposition des enseignants qui ont été laissés par les directions syndicales sans perspective de combat réel contre le gouvernement.

Dès lors, de reculs en défaites, les travailleurs et les jeunes, s'ils voient les coups pleuvoir, n'aperçoivent guère d'issue sur le terrain des combats de classe. Dans ces conditions, les vrais réactionnaires, les réformistes sans réformes et les faux révolutionnaires placent dès maintenant l'élection présidentielle d'avril-mai 2017 comme le seul horizon politique.

> *Les actions prévues le 15 septembre permettront d'affirmer que, si la loi travail est passée au Parlement, elle n'est pas passée dans les têtes, et que son application sera combattue. Mais cette conscience de classe, la dignité et les intérêts des travailleurs peuvent et doivent aussi s'exprimer dans la campagne électorale.* (*Lutte ouvrière*, 2 septembre)

Les défaites, selon les associés de Martinez, n'atteindraient pas les intérêts des travailleurs, ni leur dignité, ni leur conscience de classe. Les prolétaires devraient désormais se concentrer, pour six mois, sur le calendrier électoral et sur la candidature de LO. En réalité, toute défaite retentissante de la classe ouvrière encourage la classe capitaliste à porter d'autres coups, sans attendre les élections, et renforce l'emprise politique de ses représentants , FN ou LR, sur la fraction arriérée des masses populaires.

> *La société bourgeoise, comme on le sait, est construite de façon à ce que les masses non possédantes, mécontentes et trompées, se trouvent en bas, tandis que les trompeurs satisfaits sont en haut. C'est aussi suivant ce principe qu'est construit tout parti bourgeois, s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire s'il comprend la masse dans des proportions assez considérables.* (Trotsky, *Critique du programme de l'IC*, juin 1928)

Les annonces des candidats du principal parti bourgeois : démultiplier les attaques au compte des capitalistes

Hollande et Ayrault avaient créé en 2013 le CICE qui a depuis distribué environ 50 milliards aux entreprises. Les candidats LR leur promettent de nouvelles baisses de cotisations sociales, la baisse de l'impôt sur les sociétés, sans parler de la suppression de l'ISF. Comment financer ces largesses aux patrons et aux plus riches ? En augmentant la TVA, répondent par exemple Fillon et Juppé.

Hollande, Valls et Cazeneuve ont ouvert la chasse aux Roms, érigent des murs à Calais, démantèlent les camps de migrants au petit matin, soutiennent les maires qui insufflent le racisme jusque sur les plages à coups d'arrêtés anti-burkini ; Sarkozy de son côté multiplie les déclarations sur les dangers de l'immigration, sur l'identité française menacée :

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Site de RP / Pérou : **luchamarxista.blogspot.fr**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

> *Il nous faudra réduire drastiquement le nombre d'étrangers que nous aurons à accueillir chaque année.*

Hollande, Valls et El Khomri mettent en place la loi travail qui inverse la hiérarchie des normes entre accord de branche et accord d'entreprise, le bénéfice pour la bourgeoisie en sera décuplé promettent Sarkozy, Fillon, Juppé et consorts qui veulent en profiter pour exploser la durée légale du temps de travail. Cazeneuve et Valls envoient les forces de l'ordre matraquer les manifestants, font poursuivre et condamner ceux qui ont osé s'opposer aux plans patronaux à Goodyear ou à Air France, en écho Sarkozy avertit :

> *Toute occupation illicite de place sera immédiatement empêchée et les zadistes seront renvoyés chez eux. En cas de dégâts sur la voie publique à la suite d'une manifestation à laquelle ils auraient appelé, les syndicalistes devront régler les dommages sur leurs propres deniers.*

Dans les programmes des candidats LR, tout y passe : tous sont partisans de la réduction drastique de la dépense publique, tous veulent supprimer par centaines de milliers des postes de fonctionnaires. Tous entendent désormais reculer l'âge légal de départ à la retraite, jusqu'à 65 ans, voire 67 ans, tous veulent en finir avec les régimes spéciaux, aligner les retraites de la Fonction publique sur celles du privé. Économies, coupes claires, sauf pour les généraux, car tous prévoient de verser des milliards supplémentaires, des avions, porte-avions, hélicoptères, des nouvelles brigades et unités afin de poursuivre avec les moyens nécessaires les menées impérialistes de la bourgeoisie française, largement engagées par Hollande, Valls et Le Drian, que ce soit au Mali, en Irak, en Syrie et en Libye.

Comme les candidats à la candidature de LR sont en concurrence et s'adressent à leur électorat, ils dévoilent, du moins en partie, ce qu'ils comptent faire. Comme le FN n'a jamais gouverné et a une chef incontestée, il peut mentir beaucoup plus.

Les promesses du FN aux salariés sont inconciliables avec celles aux petits patrons

L'autre parti de la bourgeoisie postulant à la victoire, le Front national, s'adresse aux salariés, à condition qu'ils soient nationaux et aux petits patrons, dans la tradition fasciste. Le FN est aidé par le discrédit complet du PS… après ces dernières années de bons et loyaux services au compte de la bourgeoisie. Il est aidé par le sabotage des luttes par les bureaucraties syndicales. Il est aidé par l'idéologie social-patriote des uns comme des autres, sans oublier le chauvinisme de Mélenchon, candidat autoproclamé pour qui l'ennemi est à Berlin, qui n'a pas condamné l'arrêté antimusulman du maire de Cannes et qui est d'accord avec les quotas d'immigrés.

> *À des moments, l'immigration est une chance, à d'autres non… Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation, je ne vais pas commencer aujourd'hui.* (Mélenchon, *Le Monde*, 25 août)

Le FN s'est positionné contre le projet de loi travail, mais en lui reprochant de léser les petits patrons.

> *Seules les grandes entreprises, qui disposent d'une représentation syndicale, pourront appliquer cette dérégulation du code du travail, leur accordant ainsi un avantage concurrentiel au détriment des petites entreprises qui représentent pourtant l'essentiel du tissu économique du pays.* (Le Pen, *Communiqué,* 19 février)

Pour le FN, l'inspiration de ce projet n'était pas le patronat français, mais l'étranger.

> *La loi El Khomri n'est que le nom donné à une exigence de l'Union européenne. Quand on ferraille contre cette loi, il faut donc aussi ferrailler contre l'Union européenne.* (Le Pen*, Communiqué,* 9 mars)

Le parti xénophobe veut séduire des chômeurs, des ouvriers et des employés, en leur promettant monts et merveilles, comme avant lui le parti fasciste italien, le parti nazi allemand. Mais pas n'importe quel travailleur : le français contre l'étranger, contre l'immigré qui n'aura plus de prestations sociales, ni guère d'emploi à cause de la « préférence nationale ». Le programme du FN sauce Marine promet d'augmenter les bas salaires, de revaloriser les pensions de retraites, de baisser les prix du gaz et de l'électricité, etc. Mais comment payer tout cela sans nuire à la compétitivité du capitalisme français ? Simplement grâce à la politique monétaire du futur gouvernement Le Pen.

La chef du FN a découvert une solution miraculeuse permettant de concilier les intérêts des salariés et des capitalistes en restaurant le franc. L'État pourra ainsi emprunter à volonté à la Banque de France. En fait, toute l'expérience montre que cela entraine immanquablement la dépréciation de la monnaie nationale et l'inflation dans le pays concerné [voir *Révolution communiste* n° 5].

L'autre volet du programme économique du FN, sa grande affaire, est le protectionnisme.

> *L'instauration d'une Contribution sociale aux importations de 3 % sur la valeur des biens importés.* (Le Pen, *Mon projet pour la France et les Français*, 2012, p. 2) ; *Une protection intelligente aux frontières sera mise en œuvre pour lutter contre la concurrence déloyale des pays à très bas coût de main d'œuvre et les délocalisations qui en sont la conséquence.* (p. 3) ; *L'État et les administrations françaises auront l'obligation d'acheter auprès des entreprises françaises.* (p. 3)

Comme si les grandes entreprises françaises qui produisent à l'étranger n'allaient pas être pénalisées, quand elles importent en France, à la grande joie de leurs concurrentes américaines, allemandes, chinoises, etc. Comme si les autres États n'allaient pas en retour taxer immédiatement toutes les exportations, précipitant la rétraction des échanges internationaux, le marasme économique, les licenciements et le chômage.

Le FN n'est radical que contre les réfugiés, les travailleurs et les étudiants étrangers, mais il ne l'est jamais contre les capitalistes. En réalité, le programme économique du FN est une chimère qui s'adresse avant tout aux petits patrons qui sont souvent les plus féroces exploiteurs, que le développement du capitalisme rejette impitoyablement aux arrières-postes et qui rêvent de retrouver la sécurité derrière les frontières et les barrières douanières. Mais, si Le Pen arrivait au pouvoir, elle gouvernerait au compte du grand capital français. L'affaire Alstom le montre déjà.

Alstom : du PCF au FN, le « produisons français » contre l'expropriation du groupe

Le 7 septembre, la direction du groupe Alstom annonce la fermeture du site de Belfort, près de 500 emplois sont en jeu. Les travailleurs se mobilisent, mais la direction de la CGT les emmène sur une voie de garage, sur la ligne de la confiance dans l'État bourgeois et du « produisons français », exhortant le gouvernement Hollande à bricoler des mesures protectionnistes pour garantir le choix de produits français.

Comme si le capitalisme français, qu'il n'est nulle part question de remettre en cause pour la CGT, avait les moyens d'imposer aux autres bourgeoisies une telle politique protectionniste sans s'attirer des mesures de rétorsion immédiates bien pires encore. Montebourg (PS, candidat aux primaires de « la gauche ») est sur la même ligne, Mélenchon (candidat par-dessus la tête du PCF et de son propre parti, le PdG) également, qui préconise la nationalisation de la branche ferroviaire du groupe, afin que l'État défende « *les fleurons industriels français* », capitalistes bien entendu. Mélenchon, ex-ministre de Jospin, reste fidèle à Mitterrand et au gouvernement PS-PCF-MRG qui avaient grassement indemnisé les actionnaires des entreprises nationalisées en 1981-1982 (avant de bloquer les salaires en 1983).

Pour la bourgeoisie et ses partis, il y a trop d'État quand il fait des concessions aux travailleurs. Par contre, il faut secourir avec l'argent public les capitalistes en difficulté. Debord, au nom de LR, défend l'aide de l'État en 2004 octroyée par Chirac et Sarkozy et se plaint du manque de commandes de la SNCF (12 septembre). Elle oublie de mentionner que le plan de sauvetage, approuvé par l'Union européenne, dépeçait le groupe (les turbines industrielles à Siemens, la division transmission et distribution d'énergie à Areva), qu'il avait coûté 720 000 euros, et comprenait la suppression de 8 400 emplois. Le FN regrette que le groupe n'ait pas été nationalisé contre indemnités et il demande de passer des commandes publiques à l'entreprise privée (12 septembre).

Les commandes à l'usine de Belfort du groupe Alstom diviseraient les travailleurs si elles se faisaient au détriment de l'usine de Crespin (Nord) du groupe canadien Bombardier ou de celle de Bagnères-de-Bigorre (Hautes Pyrénées) du groupe espagnol CAF. Et il est scandaleux que l'argent public serve aux profits d'une entreprise capitaliste et aux dividendes de ses actionnaires.

Pourtant, craignant de s'accrocher une énième casserole qui le précipiterait plus bas encore, Hollande finit par imposer un bricolage baroque consistant à ce que l'État commande directement une quinzaine de rames de TGV supplémentaires pour rouler sur des lignes réservées aux trains ordinaires, opération irrationnelle dont la validité au regard des règles de la concurrence de la France et de l'UE n'est pas plus assurée que les mesures protectionnistes préconisées par les uns ou les autres… Très provisoirement, les emplois sont donc préservés, mais tous les travailleurs savent que ce type d'engagement passe rarement les échéances électorales.

Pour une solution radicale, anticapitaliste, révolutionnaire et internationaliste

La seule orientation en défense des travailleurs d'Alstom, c'est : grève générale du groupe, occupation des usines, comités de grève, aucune suppression de postes, interdiction des licenciements, expropriation sans indemnité ni rachat du groupe, contrôle ouvrier dans tout le groupe, gouvernement ouvrier pour organiser des transports publics conformes aux besoins ! Pareil pour PSA.

Moins que jamais la prochaine élection présidentielle ne constituera une issue pour la classe ouvrière et la jeunesse. Beaucoup de choses peuvent encore intervenir d'ici le mois de mai prochain, au plan national comme international, qui peuvent bousculer la chronique d'une victoire annoncée pour Juppé, Sarkozy ou Le Pen.

En tout cas, l'optimisme des partis bourgeois se nourrit de la crise du capitalisme parce qu'ils n'ont pas face à eux de parti révolutionnaire pour affirmer haut et fort l'exigence impérieuse pour la classe ouvrière et la jeunesse de prendre le pouvoir, d'abattre le capitalisme, pour affirmer haut et fort l'internationalisme prolétarien, la solidarité ouvrière internationale, le nécessaire combat pour en finir avec les frontières, pour le socialisme mondial…

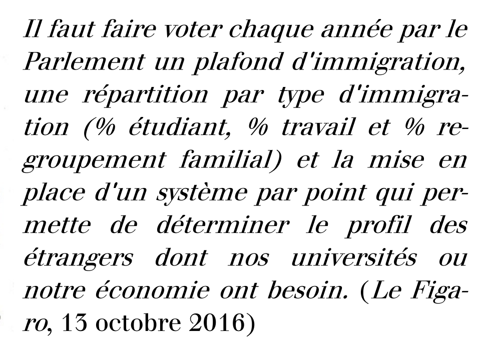
20 octobre 2016

Mélenchon pour la fermeture des frontières françaises aux pauvres

Le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve annonce que les migrants parqués à Calais devront monter dans les cars de police avec ou sans la matraque, que leurs maigres effets seront écrasés comme des déchets, qu'ils seront enfermés dans des camps de rétention, que ceux qui pourront fuir subiront une misère encore plus grande loin des solidarités qu'ils avaient développées.

Mélenchon l'insoumis ne crie pas « Bas les pattes ! Protection et assistance pour tous les migrants ! Que les syndicats et les partis qui disent parler au nom des travailleurs l'organisent ! » Non, Mélenchon le tricolore est ulcéré parce qu'il estime que Hollande s'est fait avoir par l'ennemi séculaire, la perfide Albion :

> *L'Anglais devait bien rigoler quand a été signé l'accord du Touquet, il se disait « on a trouvé un garde-barrière et il est français. » Faire ça à Calais ! dans cet endroit où, sans remonter aux Gaulois, mais un peu plus tard, Henri IV a repris la ville aux Anglais.* (Boulogne sur Mer, 27 septembre 2016)



La différence avec Sarkozy se cherche à la loupe :

> *Régler le problème de la jungle avant la fin de l'été 2017, en renégociant les accords du Touquet pour obliger les Britanniques à traiter les demandes d'asile qui concernent leur pays dans un centre créé par eux.* (Calais, 21 septembre 2016)

Le 27 août, des jeunes nervis britanniques ont assassiné à Harlow, près de Londres, un ouvrier de 40 ans, parce qu'il était polonais. Au Parlement européen, le chauvin Mélenchon a lui aussi porté son coup en traitant l'ouvrier étranger de voleur.

> *L'Europe qui a été construite est une Europe de la violence sociale comme nous le voyons dans chaque pays chaque fois qu'arrive un travailleur détaché qui vole son pain au travailleur qui se trouve sur place.* (*Le Monde*, 13 juillet 2016)

Il n'avait rien inventé et passait après le FN.

> *Marine Le Pen accuse le système des travailleurs détachés de menacer le marché du travail français en favorisant le «dumping social», notamment au profit de travailleurs moins rémunérés venus de Pologne, de Roumanie ou encore de Bulgarie.* (*Le Figaro,* 30 avril 2014)

Sur France 2, dans l'émission « Des paroles et des actes », le 26 mai 2016, Mélenchon le chantre des intérêts du capitalisme français se prononce pour les quotas sans en assumer le terme.

> *Quand on est en pleine expansion, ça vaut la peine, ça aide, maintenant on n'est pas en pleine expansion, donc aujourd'hui on ne pourrait pas dire (que l'immigration) est une chance… D'où vous sortez cette idée que nous sommes pour dire à la Terre entière, « venez chez nous » ?*

Ses amis disent qu'il a été piégé par les journalistes ; ne les croyez pas, il a remis ça le 24 août.

> *Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation et je ne vais pas commencer aujourd'hui. Mais est-ce que s'il venait 10 000 médecins s'installer en France, ce serait une chance ? Oui.* (*Le Monde*)

Voilà qui ressemble parfaitement à « l'immigration choisie » de tous les candidats LR, comme Juppé par exemple :

> *Il faut faire voter chaque année par le Parlement un plafond d'immigration, une répartition par type d'immigration (% étudiant, % travail et % regroupement familial) et la mise en place d'un système par point qui permette de déterminer le profil des étrangers dont nos universités ou notre économie ont besoin.* (*Le Figaro*, 13 octobre 2016)

Bien sûr, « l'humain d'abord » oblige, Mélenchon parle des guerres, de la misère qui poussent des millions à fuir. Mais pas pour conclure qu'il faut ouvrir tout de suite les frontières, partout, pour tous.

> *Ce n'est pas d'empêcher les gens d'arriver, la solution, c'est de les empêcher de partir.* (*Des paroles et des actes*, 26 mai 2016)

Et même quand il se souvient des centaines de milliers de prolétaires maintenus dans la clandestinité par les lois de la république bleu blanc rouge, le candidat gendarme ne peut s'empêcher de leur faire les gros yeux.

> *Jean-Luc Mélenchon s'est dit favorable à la « régularisation des travailleurs sans papiers mais pas pour le déménagement permanent du monde, ni pour les marchandises ni pour les êtres humains ».* (*Le Figaro,* 9 septembre 2016)

Contre les nationalistes, les chauvins, les xénophobes et les racistes de toutes nuances, exigeons l'ouverture des frontières, à commencer par celles de la France, l'accueil de tous les immigrés, de tous les réfugiés, la solidarité prolétarienne pour les héberger et les défendre !

18 octobre 2016

Burkini Le prétexte d'une campagne raciste

Le 28 juillet, le maire de Cannes, Davis Isnard, un proche de Sarkozy et de Ciotti, promulgue un arrêté municipal pour interdire le port d'un vêtement de plage dit « burkini », *« manifestant de manière ostentatoire une appartenance religieuse alors que la France et les lieux de culte sont actuellement la cible d'attentats terroristes ».* Il est vrai que l'homme s'était déjà illustré en réorganisant la police municipale pour quadriller le terrain, en déployant une police équestre, en installant dans sa ville un des réseaux les plus serrés de caméras, soit une pour 156 habitants, à l'instar de son compère l'ex-maire de Nice Estrosi, dont chacun a pu mesurer l'efficacité pour prévenir les attentats de juillet. Courant août, une trentaine de communes suit l'exemple, en invoquant dans leurs arrêtés « *l'exigence d'une tenue correcte, respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité, respectant les règles d'hygiène et de sécurité des baignades ».* Les pandores étaient dépêchés sur les plages pour verbaliser les contrevenantes et exiger qu'elles changent immédiatement de tenue ou bien quittent les lieux. Se sentant des ailes, ils s'en prennent alors à toutes celles qui, burkini ou non, signalent d'une manière ou d'une autre leur confession musulmane.

Religieuses catholiques à la plage

Ainsi, 21 femmes auraient fait l'objet de brimades à Cannes et 24 à Nice. Alors que de nombreuses associations dont la LDH avaient déposé plusieurs recours contre ces arrêtés, le Premier ministre PS Valls vole au secours des maires LR. Il déclare le 17 août au quotidien *La Provence* « *comprendre les maires qui, dans ce moment de tension, ont le réflexe de chercher des solutions, d'éviter les troubles à l'ordre public ».* Il se trouve en bonne compagnie puisque le même jour Le Pen déclare que « *le burkini doit être proscrit des plages françaises où il n'a strictement rien à faire. C'est une question de laïcité républicaine, d'ordre public, assurément ; mais bien au-delà, c'est l'âme de la France dont il est question ».* Le 25 août, Valls parle sur *RMC* « *d'une bataille idéologique face à des signes de revendications d'un islamisme politique qui vise à faire en sorte que, dans l'espace public, on fasse reculer la République ».* Cazeneuve approuve.

C'est plus que n'en espéraient tous les partisans d'une interdiction du burkini par la loi, qui, comme Ciotti ou Woerth, saluent cette « *position courageuse »*, mais réclament de Valls qu'il passe aux actes. Encouragée par cet appui au plus haut sommet de l'Etat, la réaction a le champ libre, elle va se déchainer, et peu importe que même le Conseil d'État, fin août, condamne les arrêtés qui, dit-il, ont « *clairement et illégalement violé les libertés fondamentales ».* Sarkozy réclame une loi contre le burkini. Pour Le Maire, « *le burkini est une provocation, ça doit cesser, on doit interdire le burkini sur les plages ».* Le 26 août, le FN enfonce le clou : « *le débat sur le burkini est révélateur des conséquences de plus en plus néfastes de l'immigration massive et du communautarisme que les gouvernements de droite et de gauche ont organisés depuis de nombreuses années ».* En réalité, tous ces réactionnaires qui convoquent les mânes de la laïcité, des bonnes mœurs et de la République ne proposent pas d'en finir avec le financement public des écoles privées confessionnelles, pour l'essentiel catholiques, car ils savent où sont leurs amis ; ils n'exigent pas la fin du financement public du clergé dans l'Est ; ils ne veulent pas non plus interdire les processions religieuses, car ils ont le sens du ridicule ; ils ne proposent pas plus d'interdire aux juifs de porter la kippa dans la rue ni aux prêtres intégristes de porter la soutane, car ils ont le sens de la mesure… Quant à la défense des bonnes moeurs, faut-il sourire ?

Le burkini, voilà l'ennemi ! Évidemment, pour la réaction, il faut imposer comme une évidence dans les esprits le syllogisme : le burkini est porté par des musulmans, le burkini est la marque de l'islamisme politique, donc les musulmans sont des suppôts de l'islamisme politique. Et comme de nombreux immigrés sont également musulmans, suivez mon regard, la boucle est bouclée. Dans cette surenchère, Sarkozy n'est pas en reste, lui qui avait déjà défendu l'identité nationale dès 2007 contre les immigrés, en rajoute une couche dans son livre programme *Tout pour la France* en vue de l'élection présidentielle, où il préconise de « *réduire drastiquement le nombre d'étrangers que nous aurons à accueillir chaque année »,* de porter la condition de résidence pour devenir français de 5 ans à 10 ans, de restreindre les conditions du regroupement familial, de supprimer l'aide médicale, etc.

L'enjeu, pour une fraction de la bourgeoisie, est de diffuser le racisme et la xénophobie à grande échelle pour diviser la classe ouvrière et la jeunesse afin de restaurer un État fort et de préparer le terrain pour de nouvelles attaques qui s'annoncent terribles. L'enjeu, pour la classe ouvrière et la jeunesse, est d'imposer le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, pour défendre bec et ongles les immigrés et leurs descendants, qu'ils soient musulmans ou non. Qu'attendent les directions syndicales, le PCF, le PS, etc. pour convoquer dans toutes les villes des manifestations pour faire cesser les brimades racistes ?

18 septembre 2016

Obscurantisme à l'université de Strasbourg



La loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État ne s'applique pas en Alsace-Moselle ; les trois départements sont régis par un régime concordataire hérité de l'Empire allemand, auquel ils avaient été rattachés entre 1871 et 1918. Ainsi les ministres des cultes catholique, protestant et israélite y sont payés par l'État (et les imams musulmans sont en lice pour réclamer le bénéfice de ce privilège), la religion est enseignée à l'école, etc. Quand ils étaient au gouvernement, le PS et le PCF n'ont jamais remis en cause ce statut d'exception clérical.

À l'Université de Strasbourg, on étudie la religion, non pas comme un fait historique et sociologique, mais bien selon les lignes de découpage entre les dogmes des différentes confessions. Ainsi il y a une Faculté de théologie catholique et une autre de théologie protestante, dont l'une des missions d'exception est la formation de ministres des cultes catholique et protestant, mais également un master en Islamologie, destiné à la formation des imams de France ; ce dernier fut mis en place sous la pression du gouvernement après un rapport rédigé par un universitaire strasbourgeois et la visite à Strasbourg en mars 2015 de Manuel Valls, accompagné de Bernard Cazeneuve et Najat Vallaud-Belkacem.

Michel Deneken, prêtre du diocèse de Strasbourg et professeur à l'Université de Strasbourg, y a gravi les échelons du pouvoir. Ancien doyen de la Faculté de théologie catholique, il fut nommé Vice-Président de l'Université en janvier 2009, puis 1er Vice-Président en 2013. Le 14 septembre 2016, le Président de l'Université était nommé à la Direction générale de la recherche et de l'innovation au ministère, ainsi Michel Deneken devient Président par intérim.

Les conseils de l'Université (CA, CR, CFVU) seront renouvelés lors d'élections en novembre prochain, et le curé Deneken est candidat à la Présidence, mis en avant par la liste « L'université, pour réussir » (http://www.luniversitepourreussir.eu/) continuatrice de l'actuelle majorité, avec le soutien public de toute une brochette de pontes de l'Université.

Sa nouvelle responsabilité ne l'a pas empêché de participer à des manifestations religieuses publiques. Ainsi *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* rapportent le 26 septembre que Michel Deneken, présenté par le journal comme « *le Président de l'Université de Strasbourg par intérim et ancien doyen de la faculté de théologie catholique* », s'est exprimé sur « *la bénédiction des enfants avec leurs cartables, à la chapelle Saint-Michel de Saint-Jean-Saverne* ».

Entretemps, l'Université avait invité *« Sa Sainteté »* Tenzin Gyatso, la 14e réincarnation de Bouddha (sic), à « *une discussion scientifique en compagnie d'universitaires de stature internationale à l'Université de Strasbourg* » le 16 septembre, sur le thème des neurosciences et de la méditation (*L'Actu* n° 127, 9 septembre 2016). Ce matin-là :

« L'homme à la robe pourpre et or arrive, précédé de plusieurs gardes du corps et de moines portant le même habit. Un silence spontané se fait. La salle se lève d'un même mouvement. Le respect est palpable… Il poursuit sa route jusqu'à l'estrade où l'attendent un confortable fauteuil et ses interlocuteurs, dans un silence seulement interrompu par les crépitements des flashs d'appareils photo… » (*L'Actu* n° 128, 23 septembre 2016)

S'ensuit une série de présentations et conciliabules avec divers chercheurs de renom et directeurs de labos. Le journal de l'Université rapporte :

« Plus que réagir à la présentation de données scientifiques, le Dalaï-Lama rebondit en s'appuyant sur son immense savoir empirique, livresque et philosophique. Multiplicité des niveaux de conscience, importance de la méditation analytique, nécessité de se concentrer sur les valeurs internes plutôt que matérielles, de lier état physique et état mental (« je médite en faisant du vélo : c'est un bon tandem », glisse-t-il avec malice) : tels sont ses enseignements, tirés d'heures d'étude de la tradition bouddhiste et de pratique méditative. « Vous avez vos technologies, nous nos traditions ancestrales. Mais nous sommes tous les mêmes êtres humains, avec un corps et un esprit », avance-t-il encore, approuvant de manière sous-jacente tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, contribue à améliorer la condition humaine. » (*L'Actu* n° 128, 23 septembre 2016)

Ainsi l'étude de grimoires dogmatiques écrits par des illuminés, la pratique de la théocratie et de la misogynie, agrémentées de plaisantes méditations, sont mises sur le même pied que l'apprentissage de la méthode scientifique, la recherche en laboratoire, la confrontation des résultats et la critique par les pairs. Tout cela pour « *améliorer la condition humaine* » !

Voilà où mène la soi-disant « laïcité ouverte » des ministres Valls, Cazeneuve, Vallaud-Belkacem et Hollande.

19 octobre 2016, correspondant

Retrait de la proposition de loi visant à renforcer la sélection à l'université !

Ayant réussi à imposer une défaite aux travailleurs sur la loi Hollande-El Khomry, le gouvernement PS-PRG-PE a très rapidement avancé sur la sélection en entrée de master (diplôme bac + 5) à l'université. Après avoir laissé des universités empêcher arbitrairement des étudiants d'accéder à l'enseignement supérieur, avec de scandaleuses sélections, y compris par tirage au sort pour l'entrée en première année, le gouvernement prend les devants en forçant la sélection à l'entrée en master, trente ans après le mouvement contre la sélection Chirac-Devaquet. Alors que les universités pratiquaient jusqu'à présent des sélections entre M1 et M2, les ministres Vallaud-Belkacem et Mandon, pour qui *« la sélection n'est pas un gros mot »* (*Le Parisien*, 20 septembre), ont soumis aux organisations syndicales la proposition de loi d'un député UDI pour une sélection à l'entrée de tous les masters dès la première année.

Quelques jours après l'adoption de la proposition de loi par la commission éducation du Sénat à majorité LR-UDI, le 17 octobre, le CNESER (organe de cogestion à l'université, auquel participent tous les appareils syndicaux) approuvait le projet. Ont voté pour au nom des étudiants les représentants de l'UNEF, de la FAGE et du PDE ; au nom des travailleurs, le SGEN-CFDT, Sup Recherche, l'UNSA et le SNESUP-FSU. La mesure a été qualifiée d'historique par le président de la Conférence des présidents d'université (CPU) Jean-Louis Salzmann, toujours prompt à limiter le droit aux études. La présidente Lilâ Le Bas se réjouit aussi : *« cela va dans le sens de la démocratisation de l'enseignement supérieur »* (*Le Monde*, 4 octobre). La procédure parlementaire pour transformer l'accord entre gouvernement et syndicats en loi démarrera le 26 octobre. Pas étonnant que l'organe du grand capital encourage le gouvernement et les bureaucrates syndicaux.

> *Après des semaines de négociations, gouvernement, présidents d'université et syndicats d'étudiants sont parvenus à se mettre d'accord sur une réforme des masters qui introduira la sélection des étudiants dès la première année (M1) de ce bloc d'étude, et non au beau milieu du cursus comme cela était jusqu'ici pratiqué. Bien sûr, le mot lui-même n'est jamais employé.* (*Les Échos*, 3 octobre)

De fait, c'est une rupture essentielle qui instaure officiellement la sélection en master et ouvre la voie à toutes celles et tous ceux qui réclament déjà le renforcement de « l'orientation active » dans le cycle de licence. Pour faire passer la mesure auprès des étudiants, l'accord prévoit un droit « opposable » en cas de non sélection dans le master de son choix. Bien entendu, cette mesure gadget ne permettra pas à l'étudiant éjecté de son cursus de pouvoir retrouver sa place. Par contre ce droit « opposable » sera utile aux directions des établissements du supérieur pour éviter les nombreux recours des étudiants contre des sélections entre la 1re et 2e année de master. Pour être plus précis, l'étudiant se verra proposer dans ce cadre trois offres dans sa région académique. Cette offre ne garantira pas nécessairement une poursuite d'études dans la discipline étudiée jusqu'en licence et dans la formation de son choix.

En effet, lors des séances d'accréditation au CNESER tout le monde aura pu constater qu'il n'y a plus aucun doublon de la même mention dans une académie ou une ComUE (communauté d'universités) ! Si on est exclu de la mention correspondant à la discipline choisie, cela mettra de toute évidence l'étudiante ou l'étudiant devant l'obligation d'une mobilité forcée, ou devant la contrainte d'accepter une poursuite d'études dans un master éloigné de leurs préoccupations ou de leur projet personnel. À moins que cette disposition anticipe la création de masters fourre-tout pour les recalés de cette nouvelle sélection, dans des établissements de seconde zone, à côté d'établissements réservés à l'élite et aux classes financièrement aisées. La création de primes de mobilité dont on ne connaît ni le montant ni les modalités permettant d'y accéder n'est qu'un miroir aux alouettes destiné à donner bonne conscience aux signataires.

Face à cette nouvelle offensive du gouvernement, l'attitude des directions syndicales est soit la trahison avérée (CFDT, UNSA, FSU, UNEF), soit la diversion via de pseudo actions (CGT, FO, SUD) qui évoquent la « votation citoyenne » et le chapelet de « journées d'action » qui ont permis à la loi travail de passer. Pour empêcher le renforcement de la sélection et battre le gouvernement, qui a peur de la jeunesse, il faut aux étudiants et aux enseignants imposer :

Syndicats, boycottez le CNESER, organe de la cogestion de l'austérité et de la sélection à l'université !

Retrait de la proposition de loi ! Liberté de s'inscrire au master de son choix dès obtention de la licence !

Assemblées générales démocratiques pour discuter d'une manifestation unie à l'Assemblée nationale pour empêcher le vote par la majorité gouvernementale de la future loi de sélection, pour discuter de la grève générale !

Comités élus en AG, coordination par ville et coordination nationale pour nous représenter ! Autodéfense des AG, de la grève et des manifestations contre les fascistes et les flics !

17 octobre 2016

Turquie Le putsch raté permet à Erdogan d'instaurer sa dictature

Le 15 juillet 2016, une faction d'officiers de second rang de l'armée de l'air et de la gendarmerie turques tente de prendre le pouvoir en bloquant des points névralgiques d'Istanbul et d'Ankara, en bombardant le palais présidentiel et le Parlement, en s'emparant de la principale télévision publique. Très vite, il apparaît que, contrairement aux précédents coups d'État, le coup n'émane pas de l'état-major.

Celui-ci le désavoue à la télévision. La principale organisation patronale, TÜSIAD, le réprouve. Tous les partis politiques condamnent : l'AKP (Parti de la justice et du développement), islamiste ; le CHP (Parti républicain du peuple), héritier du parti unique kémaliste ; le MHP (Parti d'action nationaliste), fascisant ; le HDP (Parti démocratique des peuples), petit-bourgeois. Le président Erdogan (AKP) lance un appel à la population qui est relayé par presque tous les médias et par tous les imams du vaste réseau de mosquées que le régime a densifié dans tout le pays. Bref, les principales institutions bourgeoises désavouent le coup, tout comme l'ensemble des gouvernements impérialistes.

Les troupes loyalistes, les forces spéciales, les milices paramilitaires de l'AKP et les manifestants qui crient *« Allahuekber ! »*, *« Recep Tayyip Erdogan ! »* se heurtent aux insurgés minoritaires. Les affrontements causent 300 morts et 1 500 blessés. Des bandes fascistes attaquent des quartiers alévis et kurdes à Istanbul, Ankara et Antakya, ainsi que des réfugiés syriens. Quand les habitants ripostent, la police prête main-forte aux agresseurs. Si le coup d'État des officiers échoue, celui du parti islamiste, lui, réussit.

À la racine du pronunciamiento, le divorce du couple AKP-Hizmet

Erdogan accuse immédiatement le prédicateur islamiste Fetullah Gülen et par la suite les États-Unis qui refusent de l'extrader.

Gülen, qui vit aux États-Unis, est pourtant un ancien allié de l'AKP et d'Erdogan. De 1999 à 2012, la confrérie religieuse Hizmet (Service) a travaillé la main dans la main avec le parti islamiste pour préparer les vic-

Du kémalisme à l'islamisme

Née d'une guerre victorieuse contre les puissances coloniales (1919-1921) et contre la Grèce (1919-1922), la Turquie du général Kemal est reconnue par les accords de Lausanne de 1923 au détriment des minorités nationales et religieuses (Kurdes, Grecs, Arméniens, Alévis, Juifs…). Le traité conduit à une gigantesque épuration ethnico-religieuse.

« Le traité d'échange des populations aboutit à un vaste mouvement de transfert des chrétiens orthodoxes, parmi lesquels des turcophones, vers la Grèce (plus de 900 000 personnes) et, inversement, de près de 400 000 musulmans, y compris grécophones, vers la Turquie. Cette transhumance forcée fit de la Turquie un pays à 99 % musulman. » (Hazmit Bozarslan, *Histoire de la Turquie contemporaine*, 2004, La Découverte, p. 27)

Le régime nationaliste écrase le jeune Parti communiste de Turquie (section turque de l'IC), réprime les syndicats et établit un parti unique. Le régime nationaliste penche pour l'Allemagne au début de la 2e Guerre mondiale mais ne s'y allie pas, instruit par l'expérience malheureuse de l'Empire ottoman à la fin de la 1re guerre mondiale. Après la guerre, l'État bourgeois se range aux côtés de l'impérialisme américain contre l'URSS. L'armée participe à la guerre de Corée contre la révolution chinoise, coréenne et indochinoise. La Turquie rejoint l'OTAN et octroie à l'armée américaine trois bases. La religion est restaurée. L'armée multiplie les coups d'État. Contre la montée révolutionnaire de 1968, les généraux suppriment les libertés, répriment le mouvement ouvrier et étudiant. Interdictions, emprisonnements, exécutions frappent les militants.

L'expression politique de la bourgeoisie « pieuse » anatolienne (MSP, Parti du salut national ; RP, Parti du bien-être ; AKP) se révèle capable de capter une bonne partie des capitalistes de l'ouest, des paysans de tout le pays, de la petite-bourgeoisie urbaine et des déclassés, grâce au clergé qui lui est acquis, à la confrérie Hizmet et aux réseaux de charité qui suppléent la défaillance de la protection sociale. L'islam originel assimilait l'économie à une activité d'autosuffisance, complétée de commerce, tout aussi hostile à l'usure que le christianisme primitif. Les capitalistes turcs, avec l'aide du clergé sunnite, d'universitaires, de la confrérie Hizmet, de l'organisation patronale Müsiad et des partis islamistes successifs adaptent la religion traditionnelle à leurs besoins. Cela leur permet de justifier leur enrichissement basé sur l'exploitation massive des salariés (dans leurs chantiers, leurs usines, leurs mines, leurs hypermarchés…), de légitimer leurs activités bancaires, de tenter de discipliner leurs exploités et de soumettre les exclus.

Le retour à une certaine démocratie, en 1983, profite aux partis islamistes (RP puis AKP). Cette ascension politique de l'islamisme s'explique aussi par la faiblesse théorique et politique de la classe ouvrière. Celle-ci a crû considéra-

toires électorales et l'épuration de l'appareil d'État qui était aux mains des kémalistes, les héritiers du nationalisme bourgeois historique.

Il s'agit d'une franc-maçonnerie cléricale. À l'époque de son alliance avec l'AKP, la Confrérie de Gülen compte des centaines de milliers d'adhérents en Turquie et dans la diaspora turque (y compris en France), 4 000 écoles, lycées et universités privés en Turquie et des centaines à l'étranger, l'organisation patronale Tukson (55 000 adhérents), la banque Asya, le quotidien *Zaman* (*Le Temps*), la chaîne télévisée Samanyolu (Voie lactée)… Depuis des décennies, Hizmet forme les jeunes puis les infiltre dans la classe capitaliste et dans l'appareil d'État (juges, policiers, militaires, fonctionnaires civils).

Les patrons membres de Hizmet voient leurs affaires facilitées discrètement par leurs confrères, les hauts fonctionnaires et les élus AKP. Entre 2008 et 2013, des procès conduits par les magistrats de Hizmet condamnent plus de 15 % des généraux à la prison lors des affaires de corruption « Balyoz » et « Ergenekon ». En retour, les membres de Hizmet sont promus dans les hiérarchies et ses écoles financées et protégées. Par exemple, Erdogan en personne inaugure des écoles de la confrérie religieuse en Albanie.

Un premier différend surgit quand Erdogan accepte de négocier avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 2013. Il craint la contagion des soulèvements populaires iranien, tunisien, égyptien et syrien. À juste titre, car il est ébranlé en juin 2013, par les manifestations d'opposants qui débutent au parc Gezi avant de s'étendre à tout le pays et d'être brutalement réprimées [voir *Révolution communiste* n° 4], le mécontentement ouvrier s'exprime aussi après la catastrophe de la mine de Soma en mai 2014 [voir *Révolution communiste* n° 6].

Erdogan entend limiter la puissance de cet État dans l'État qui a son propre agenda et ses propres intérêts. Le gouvernement AKP sévit pour la première fois contre des hauts fonctionnaires de la confrérie. En retour, les proches et plusieurs ministres d'Erdogan sont visés par des procès pour corruption par des juges bien informés. Finalement, les affaires sont étouffées par le pouvoir AKP.

La rupture est consommée. Le gouvernement Erdogan se lance fin 2013 dans une véritable chasse aux gulénistes. En mars 2014, le parlement ferme des centaines d'écoles Hizmet. En février 2015, la banque Asya est placée sous tutelle de l'État. En mars 2016, le

blement (presque 25 millions de salariés avec le secteur informel, non syndiqué) mais le mouvement ouvrier a subi plus d'une fois l'interdiction et la répression. Les syndicats, écrasés en 1980 par la junte kémaliste, sont aujourd'hui divisés. Dans les entreprises : TURK-IS (qui déclare 2,3 millions de membres), HAK-IS (presque 500 000), DISK (presque 500 000). Dans la fonction publique : MEMUR-SEN (presque 400 000), TKAMU-SEN (presque 400 000), KESK (250 000).

« Dans le secteur privé et dans les entreprises détenues par l'État, les grèves doivent être déclarées suivant une procédure stricte. Elles sont en fait illégales dans bon nombre de secteurs, notamment dans celui de la production de charbon destiné aux centrales électriques, gazières et de traitement des eaux, dans les banques, chez les notaires publics, dans les institutions de soins de santé, dans l'éducation ou encore dans les centres de formation. Même lorsque les procédures sont suivies à la lettre, le Conseil des ministres a toujours la possibilité de reporter la grève pour motifs de santé ou de sécurité publique, auquel cas elle est en pratique considérée comme illégale et il devient impossible de reprendre les actions syndicales. » (CES, *Les Syndicats turcs et les relations industrielles*, avril 2010, p. 6)

Le mouvement ouvrier politique, faute d'internationale ouvrière, émietté et profondément imprégné par le stalinisme, ne parvient pas à construire un parti révolutionnaire et internationaliste dans la classe ouvrière, pourtant en pleine croissance numérique ni à prendre la tête de tous les exploités et opprimés. La seule organisation fondée en 1978 qui s'implante réellement (chez les Kurdes) est maoïste. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) devient un parti nationaliste, au culte du chef (Ocalan) répugnant, qui est incapable de s'adresser à toute la classe ouvrière du pays et qui conduit le peuple kurde à une impasse.

La crise financière de 2000, faisant suite à la crise bancaire de 1994, va électoralement affaiblir les vieux partis bourgeois : CHP, MHP… En 2002, sous le coup de l'inflation (80 %) et du chômage, l'AKP gagne haut la main les élections en se présentant comme *« le parti des sans-grades »*. Depuis, l'AKP dispose des pouvoirs législatif et exécutif.

Sous son règne, le pays se couvre de milliers de nouvelles mosquées, y compris sur les campus universitaires. L'État développe des lycées religieux Imam-Hatip : leur effectif atteint actuellement 1,2 million d'élèves. En 2003, Erdogan accepte de participer à la coalition mise sur pied par les États-Unis pour envahir l'Irak, tout en refusant que les troupes américaines passent par son territoire pour prendre à revers l'armée irakienne. Candidate à l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie signe en 2004 des accords économiques et politiques la liant aux impérialismes dominant l'Europe, l'Allemagne au premier chef. À partir de 2007, elle s'éloigne d'Israël et se rapproche de l'Autorité palestinienne. En 2015, Erdogan bloque les migrants qui veulent rejoindre l'Europe en échange de 6 milliards d'euros versés par l'UE.

La politique catastrophique du nationalisme kurde

Les partis nationalistes kurdes bourgeois (UPK d'Irak, PDK d'Irak, PDKI d'Iran) ou petits-bourgeois (PKK de Turquie, PYD de Syrie, PJAK d'Iran) croient que l'ennemi de leur ennemi principal (la bourgeoisie de la nation dominante de leur État) peut être leur ami. Mais la puissance régionale ou impérialiste sur laquelle ils misent les abandonne souvent en fonction de ses propres intérêts, ce dont les travailleurs et les opprimés font alors les frais.

« Les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine. » (Parti bolchevik, *La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* février 1916)

Ainsi, le PKK et le PYD jouent en 2014 la carte des impérialismes (russe et surtout américain) en Syrie et en Irak. En septembre 2014, alors que la Turquie bloque les renforts du PKK et du PYD destinés à Kobané, l'armée américaine donne aux nationalistes kurdes l'aide nécessaire contre l'EI. Obama se rabat sur les combattants du PKK et du PYD contre l'EI/Daech, faute de pouvoir envoyer un contingent massif après les échecs des occupations de l'Irak et de l'Afghanistan. En Syrie, l'État américain sait que la plupart des forces de l'ASL sont depuis 2013 aux mains des djihadistes de Al-Nosra/Al Qaida (renommée Fatah Al-Cham en 2016) ; en Irak, il se méfie également des milices chiites qui lui sont hostiles et qui sont liées à l'Iran.

À partir de juillet 2015, plusieurs attentats frappent en Turquie les Kurdes et les organisations ouvrières. Attribués à l'EI, ils jouissent d'une probable complicité de l'appareil répressif de l'État [voir *Révolution communiste* n° 13, 15]. L'organisation nationaliste petite-bourgeoise PKK décide de reprendre les attentats contre les forces de police (qui causent de nombreuses victimes civiles). L'été 2015, sous prétexte d'intervenir contre l'EI, l'armée turque étend ses interventions en Syrie et en Irak. Ses chars et ses avions s'en prennent aux bases et aux positions du PKK en Irak et du PYD en Syrie. Pour Erdogan, l'EI et le PYD-PKK sont également « terroristes ». Les nationalistes kurdes sont partiellement maîtres du Rojava, que leur laisse Assad, et veulent étendre leur contrôle à toute la frontière entre la Syrie et la Turquie, ce que l'État bourgeois turc ne peut tolérer. Le gouvernement américain freine un temps son allié traditionnel, tandis que le président du Kurdistan irakien, Barzani (PDKI), complice de la bourgeoisie turque, demande au PKK d'évacuer ses bases en Irak.

En 2015, le PKK croit pouvoir répéter en Turquie l'expérience des victoires du PYD contre Daech en Syrie. Mais la population lui est beaucoup moins favorable : les Kurdes (et de nombreux Arabes) de Syrie n'avaient guère le choix face aux djihadistes ; ceux de Turquie aspirent majoritairement à la paix. En outre, le soutien de l'armée américaine (information, armement, aide de forces spéciales) lui fait évidemment défaut pour ses opérations contre la seconde armée de l'OTAN. La guerre urbaine que le PKK déclenche dans plusieurs villes kurdes du sud-est de la Turquie se solde par une cuisante défaite. L'armée turque rase des quartiers entiers et tue des centaines de jeunes combattantes et combattants courageux mais fourvoyés. Aujourd'hui, son dirigeant historique emprisonné en Turquie, Ocalan, en est réduit à appeler Erdogan à faire la paix.

L'été 2016, l'impérialisme américain met des limites aux ambitions du PYD en Syrie.

« Soucieux de ménager le partenaire turc, allié incontournable au sein de l'OTAN, M. Biden a lancé un avertissement aux milices kurdes, les sommant de se retirer sur la rive orientale de l'Euphrate, faute de quoi elles ne pourront en aucune circonstance recevoir le soutien américain ». (*Le Monde,* 26 août)

La direction du PYD signe en septembre 2016 un accord avec le mouvement Ghad Al-Suri, dirigé par Ahmad Jarba, ancien président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (ex-CNS) qui est reconnue par les impérialismes occidentaux comme le gouvernement de la Syrie. Jarba avait été élu en 2013 président de la CNFOR grâce au soutien de la monarchie absolue de l'Arabie saoudite, contre un rival soutenu par la monarchie absolue du Qatar.

« Un accord récemment signé au Caire est présenté comme une alliance inédite entre les Kurdes et un groupe de l'opposition syrienne. L'affaire a été conclue le 10 septembre entre le mouvement Syrie demain dirigé par Ahmad Jarba et le Parti de l'union démocratique (PYD) dans le but de travailler conjointement « pour la construction de l'avenir de la Syrie ». Dans l'accord, les deux parties dénoncent la distorsion de la révolution syrienne par la lutte pour le pouvoir entre les différentes fractions syriennes. Elles conviennent aussi que la seule solution à la crise est dans la négociation entre l'opposition syrienne et le régime sous les auspices de l'ONU et d'autres États, en particulier la Russie et les États-Unis. » (*Al Monitor,* 30 septembre)

Le nationalisme kurde est incapable de s'appuyer sur les travailleurs kurdes, turcs et arabes. Ainsi, le PYD choisit pour alliée une clique bourgeoise islamiste probablement propulsée par les États-Unis. Il remet ouvertement le sort de la Syrie et de ses peuples aux bourgeoisies impérialistes : celle des États-Unis qui ont plongé le Machrek dans la barbarie, celle de la Russie qui participe à la destruction du pays pour sauver un dirigeant bourgeois sanguinaire et ses bases militaires.

grand quotidien *Zaman* est repris en main. Conscient que les gradés kémalistes lui seront utiles contre ce nouvel ennemi, Erdogan fait amnistier 275 gradés en avril 2016. L'annonce par le gouvernement d'une purge a manifestement décidé une poignée d'officiers de la Confrérie à déclencher un putsch le 15 juillet. Les putschistes n'ont pas rallié ou neutralisé la masse des officiers, encore moins l'état-major. Sans soutien parmi les masses populaires, ils sont défaits sans peine. Mais pas sans conséquence pour les libertés, les minorités nationales et le mouvement ouvrier.

L'islamisme démocratique est un mythe

Certains « trotskystes » minimisent le fait que l'écrasante majorité de la classe dominante et l'appareil répressif de l'État bourgeois ont fait échouer le coup ou défendent le caractère démocratique d'Erdogan et de l'AKP.

> *La façon dont les comploteurs ont été battus, par une mobilisation populaire, pourrait ouvrir la voie d'une Turquie plus démocratique.* (SWP Grande-Bretagne, *Résolution*, 16 juillet)

> *Une tentative de putsch a été empêchée en Turquie par des mobilisations populaires en défense du gouvernement élu.* (ISO États-Unis, *Comment les putschistes ont été arrêtés en Turquie*, 18 juillet)

> *Qu'est-ce que l'AKP ? Par certains aspects, il ressemble au Fianna Fáil (quoi qu'islamique au lieu de catholique) : nationaliste, socialement conservateur et autoritaire, jouissant d'une énorme base dans la classe ouvrière en accordant aux gens des réformes réelles mais limitées… L'idée que répandent certains qu'Erdogan est un fasciste est aussi fausse que le prendre pour un djihadiste islamiste extrémiste du type EI ou Al Qaida. Les militaires haïssent Erdogan et l'AKP parce qu'ils se voient comme des partenaires de l'impérialisme occidental.* (SWP Irlande, *Turquie : le peuple a vaincu le coup*, 31 juillet)

Toutes ces organisations font partie de la mouvance « cliffiste » (Cliff, Kidron, Callinicos) qui reste pro-islamiste malgré toutes les leçons de l'histoire en Indonésie [voir *Révolution communiste* n° 16], en Afghanistan, en Iran, en Algérie, au Mali, en Irak et en Syrie [voir *Révolution communiste* n° 11, 14]. D'où l'idée saugrenue qu'il y aurait des djihadistes qui seraient modérés, qui ne seraient pas *« extrémistes ».* L'AKP n'est peut-être pas fasciste-djihadiste, mais la comparer au FF d'Irlande sous prétexte que ce dernier est opposé à l'avortement est abusif. Ces opportunistes camouflent que, bien avant le coup, le régime islamiste interdisait la manifestation du 1er mai, emprisonnait des journalistes et massacrait les Kurdes à l'est du pays [voir *Révolution communiste* n° 13, 15].

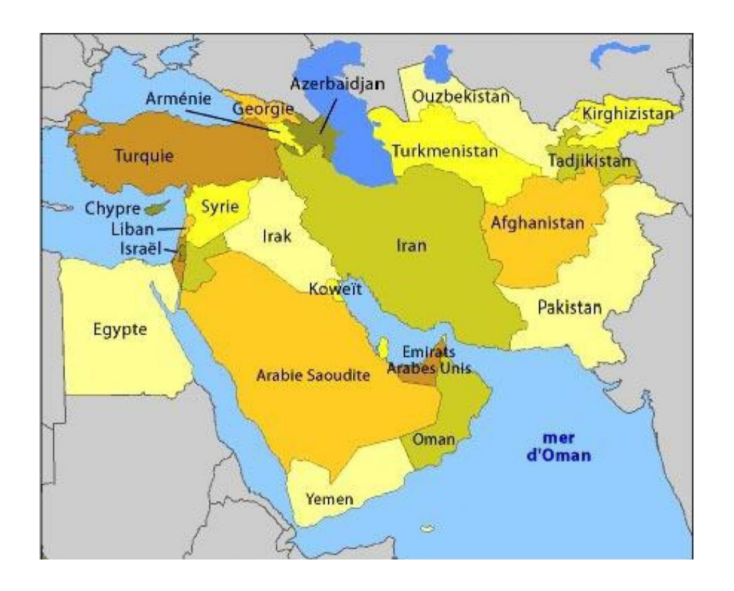
Depuis le coup, en guise de *« Turquie plus démocratique »*, la répression bat son plein.

> *Ce soulèvement est un don de dieu. Il nous aidera à nettoyer l'armée de ses éléments factieux.* (Erdogan, *Le Monde,* 26 juillet 2016)

Chacun peut dénoncer ses connaissances d'un simple coup de téléphone à un numéro dédié. Les libertés démocratiques sont suspendues au nom de l'état d'urgence instauré le 17 juillet. Celui-ci permet de purger l'armée et, au-delà, tout l'appareil d'État. 149 généraux sont exclus et emprisonnés (40 % du total), plus de 6 000 militaires, presque 3 000 juges et 2 membres de la Cour constitutionnelle sont mis en examen. L'armée est placée sous la tutelle du ministère de la Dé-

Cizre (Anatolie du sud-est, Turquie) après les bombardements de l'armée turque, mars 2016





fense. Un décret autorise les lycées musulmans à présenter leurs candidats aux concours des écoles militaires.

Le 7 août, à l'appel du maintenant *« généralissime »* Erdogan et du bloc de tous les partis bourgeois (AKP, CHP, MHP), un million de manifestants se rassemble à Istanbul, officiellement *« contre les putschistes et pour la démocratie »*. Le HDP n'a pas été convié en raison de ses liens avec le PKK. Le Bonaparte et sa coalition de circonstance parlent de « démocratie » par antiphrase. Bien au-delà des militaires putschistes, 80 000 personnes sont licenciées, plus de 42 000 sont interpelées, plus de 85 000 fonctionnaires sont suspendus ou limogés, 160 organes de presse sont fermés, plus de 4 200 associations sont interdites dont 19 syndicats. Les Kurdes sont particulièrement visés : 24 maires de cette région ont été suspendus ainsi que 11 000 enseignants. Pour faire de la place dans les prisons, le gouvernement a décidé de *« libérer »* 38 000 détenus de droit commun. Et la peine de mort, abolie en 2004 pour complaire à l'Union européenne, pourrait bien être rétablie.

Un retournement d'alliance internationale ?

La bourgeoisie turque essaie, en profitant de l'affaiblissement de la domination américaine et de l'effondrement de l'Irak, de jouer un rôle régional. En 2011, la Turquie soutient l'une des cliques qui déchirent la Libye. Elle est un acteur majeur de la guerre civile qui ravage son voisin syrien. Misant sur la chute d'Assad, Erdogan encourage le soulèvement. Cela conduit l'armée turque à abattre en novembre 2015 deux avions russes qui passent sur son territoire pour attaquer les opposants à Assad dans les zones turkmènes. La frontière s'ouvre en 2012 aux djihadistes, aux armes (fournies par le Qatar, l'Arabie saoudite ou le pouvoir turc lui-même), au trafic de pétrole et d'antiquités..., y compris, au moins jusqu'en 2015, à l'EI.

En juin 2015, les élections législatives privent l'AKP de la majorité absolue. Le gouvernement Erdogan s'en prend aux médias et relance l'offensive contre les Kurdes. Aux élections de novembre 2015, l'AKP retrouve la majorité absolue [voir *Révolution communiste* n° 15]. Après le coup avorté de juillet 2016, le Bonaparte utilise le nationalisme contre*« l'étranger »* qui serait derrière les félons. Il reproche aux États-Unis d'héberger son ancien complice Gülen et de refuser de l'extrader, d'avoir attendu 24 h pour apporter son soutien au gouvernement légal. D'ailleurs, l'armée turque bloque la base aérienne d'Incirlik et coupe l'alimentation électrique, obligeant l'armée américaine à s'alimenter en énergie avec son propre générateur. Les médias russes, eux aussi, présentent le coup comme un complot étranger.

En août 2016, malgré leurs différends antérieurs sur Assad et le contentieux des avions russes abattus, Erdogan rencontre Poutine à Moscou. Les deux gouvernements rétablissent leurs relations économiques et leurs armées se concertent pour mener sans s'affronter leurs interventions respectives en Syrie. Poutine rencontre le 10 octobre Erdogan à Istanbul, confirmant le rapprochement entre la puissance régionale et l'impérialisme russe. Le gouvernement turc, officiellement membre de l'OTAN, envisagerait d'acheter à la Russie un système antiaérien à longue portée.

Le régime islamiste a donc les mains libres pour envahir la Syrie et l'Irak, pour y frapper moins l'EI que la PKK et le PYD.

Pour un parti des travailleurs turcs et kurdes, pour la révolution socialiste

Le 16 juillet, Erdogan a profité d'un putsch raté pour établir une tyrannie islamiste. La répression s'abat sur le mouvement ouvrier et les Kurdes en première ligne.

La responsabilité des organisations ouvrières, partis et syndicats, particulièrement dans les pays où une importante communauté turque ou kurde vit, est de mener la lutte contre l'état d'urgence, contre la répression, pour le rétablissement et l'accroissement des libertés démocratiques. Le mouvement ouvrier doit aussi demander la libre entrée dans leur pays de tous les réfugiés politiques de Turquie, de Syrie, d'Irak, etc. Dans les pays qui interviennent au Proche-Orient, le mouvement ouvrier doit exiger le retrait des mercenaires, forces spéciales, des conseillers militaires, navires de guerre ainsi que la fermeture de leurs bases militaires dans la région. Dans les pays qui vendent des armes à la Turquie, à Assad, aux djihadistes, le mouvement ouvrier doit mobiliser pour empêcher leur transport.

Ainsi l'unité des travailleurs des pays impérialistes et des pays dominés pourra affronter le capitalisme décadent qui menace l'humanité.

En Turquie même, la classe ouvrière, aux traditions de luttes exceptionnelles, a besoin d'un programme, d'un parti qui l'incarne. Pour le construire, l'avant-garde

doit rompre avec le nationalisme turc et l'islamisme mais aussi le nationalisme kurde et l'héritage du stalinisme (analyse du pays comme féodal, stratégie de révolution par étapes, subordination à une clique bourgeoise ou à une autre, absence de démocratie interne, violence au sein du mouvement ouvrier, culte du chef…). Cette organisation de type bolchevik aura à développer le programme de la révolution permanente.

Un parti ouvrier révolutionnaire aidera la classe ouvrière à arracher ses revendications : droit de grève, liberté syndicale, réduction du temps de travail, augmentation et échelle mobile des salaires, embauche de tous les chômeurs, gratuité des soins et de l'école. Les travailleurs ont besoin d'une centrale syndicale unique et démocratique, de l'organisation des luttes par des comités élus, la centralisation de ces comités dans un soviet national, ce qui a manqué cruellement lors des affrontements de juin 2013.

Un tel parti se battra pour l'égalité des femmes, le respect des homosexuels, la liberté des jeunes. Il séparera la religion de l'État, ce que la bourgeoisie, même au début du siècle, s'est révélée incapable d'accomplir. Il réalisera l'unité du prolétariat contre la bourgeoisie en défendant les droits des Syriens réfugiés, des Kurdes opprimés et des autres minorités (Alévis, etc.), incluant le droit de se séparer et de former avec les autres Kurdes de la région un Kurdistan démocratique au sein de la fédération socialiste du Proche-Orient. Il s'adressera aux exploités des campagnes en organisant les ouvriers agricoles, et les petits paysans contre le clergé parasite, les grands propriétaires fonciers, les banques capitalistes et les capitalistes du négoce des produits agricoles.

Le parti ouvrier, section d'une nouvelle internationale communiste, militera pour l'autodéfense et l'armement des masses en lutte face à la réaction capitaliste et à ses chiens de garde (armée, police, bandes fascistes, milices islamistes…).

Le but d'un tel parti est l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, basé sur les conseils ouvriers et populaires, expropriateur des capitalistes, élargissant la révolution prolétarienne en Europe, en Asie et en Afrique pour résister à la contre-révolution internationale et pouvoir construire le socialisme.

Front unique des organisations ouvrières, étudiantes, féminines, kurdes pour :

- levée immédiate de l'état d'urgence,
- libération de tous les écrivains, journalistes, enseignants, syndicalistes, militants kurdes,
- réinstallation des maires élus, évacuation par l'armée des villes kurdes,
- mêmes droits pour les réfugiés, ouverture des frontières de la Turquie et de l'UE aux migrants,
- autodéfense des locaux ouvriers, des grèves, des manifestations ouvrières, des quartiers et des villes kurdes,
- arrêt des bombardements des zones kurdes de l'Irak et de la Syrie, retrait des troupes de Syrie et d'Irak,
- fermeture des bases américaines.

15 octobre 2016

Brésil Un putsch institutionnel de la bourgeoisie contre le PT affaibli par des années de collaboration

Nicaragua 1936 ; Argentine 1943, 1962, 1966, 1976 ; Salvador 1945 ; Guatemala 1954 ; Paraguay 1954, 2012 ; Salvador 1961 ; Équateur 1963 ; Bolivie 1964 ; Brésil 1964 ; Panama 1968 ; Pérou 1968 ; Chili 1973 ; Uruguay 1973 ; Honduras 2009... Le continent latino-américain a souvent été le théâtre de coups d'État, toujours soutenus et parfois organisés par l'impérialisme. Actuellement, alors que plusieurs gouvernements structurés par des partis ouvriers-bourgeois ou nationalistes sont fragilisés, notamment celui de Nicolás Maduro au Venezuela, la présidente brésilienne Dilma Rousseff a été écartée du pouvoir par la bourgeoisie déchaînée qui souhaite mener une violente politique anti-ouvrière.

> *Le gouvernement de front populaire n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. Quand cette délégation se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.* (Trotsky, *90 ans de Manifeste Communiste*, 1937)

Les gouvernements de collaboration de classe du PT

Le Parti des travailleurs (PT) a été constitué en 1980 par les syndicats à la suite d'une vague de luttes ouvrières contre la dictature militaire, mais l'Église catholique avait fait en sorte que son programme soit bourgeois. En 2003, le candidat du PT, Lula, est élu président. Il a d'emblée constitué un gouvernement de coalition avec des partis bourgeois, un gouvernement de front populaire.

Par nature, les gouvernements bourgeois successivement mis en place par le PT n'ont jamais cherché à en finir avec le capitalisme, ni même à l'affronter. Comme Lula avant elle, Rousseff a formé une coalition avec des partis de la classe dominante. Parmi leurs partenaires :

- le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien) est l'héritier du Mouvement démocratique du Brésil, l'un des deux partis de la dictature militaire, il a fait partie de tous les gouvernements depuis trente ans. Il compte dans ses rangs Michel Temer, qui était le candidat à la vice-présidence avec Rousseff en 2010 et 2014, avant de devenir en 2016 président par intérim, ainsi que Katia Abreu, présidente de la principale organisation des propriétaires fonciers, opposée à la fois au Mouvement des paysans sans terre et aux droits des Indiens ;
- le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) est, malgré son nom, le principal parti de la bourgeoisie, avec notamment Joaquim Levy, ministre des finances, un Chicago Boy formé sur le mode ultra-réactionnaire de Milton Friedman ;
- le PP (Parti progressiste) est l'héritier de l'Arena, principal parti de la dictature militaire ;
- le PRB (Parti républicain brésilien) est une couverture pour une secte religieuse, l'Église universelle du royaume de Dieu...

Ayant, comme d'autres pays exportateurs de matières premières, relativement résisté à la crise capitaliste mondiale de 2008, l'économie brésilienne a connu une forte croissance économique (4 à 5 % par an entre 2005 et 2011), profitant à la fois du prix élevé des produits agricoles et des minerais ainsi que de la forte demande chinoise. L'économie brésilienne a ainsi progressivement privilégié l'exportation de matières premières (de 28 à 41 % pendant cette période) au détriment des biens manufacturés (de 55 à 44 %). Cela a permis aux gouvernements de Lula et, dans une bien moindre mesure, au premier gouvernement de Rousseff de distribuer des ressources en même temps aux travailleurs et aux bourgeois, ce qui leur a permis d'éviter à la fois l'affrontement avec la classe capitaliste – la tranche supérieure d'impôt sur le revenu est restée relativement basse à 27,5 % – et la confrontation avec la classe ouvrière qui l'a élu. Le PT a ainsi porté l'illusion d'une collaboration de classes dans laquelle tous les intérêts convergent.

Or la croissance a ralenti – elle est de 1,3 % en moyenne depuis 2011 – en raison de la conjoncture internationale, en particulier de la baisse du prix des matières premières et du ralentissement de la hausse de la demande chinoise. De 2011 à 2016, le baril de pétrole voyait son prix chuter de 64 %, la tonne de minerai de fer de 69 %, le boisseau de soja de 56 %... En 2014, le PIB stagnait, en 2015 il baissait – pour la première fois depuis les années 1930 – de 3,8 %, il chutera probablement d'autant en 2016. Le chômage explosait, passant en un an d'un taux de 4,5 à 11,3 %, donnant un avantage sensible au patronat.

Faute de pouvoir poursuivre sa politique de redistribution à la fois aux travailleurs et aux capitalistes, le gouvernement Rousseff a vite choisi, sans surprise compte tenu de sa nature politique et du contexte, de s'en prendre à la classe ouvrière. À peine un an après sa première élection, Rousseff laisse monter les taux d'intérêt – aujourd'hui 14,75 %, si bien que 40 % du budget fédéral est englouti dans le remboursement des dettes, et coupe les dépenses sociales qui bénéficient aux travailleurs, dont le salaire minimum n'a

augmenté que de 11,9 % en 2016. En 2015, 111 milliards de reals (38 milliards d'euros) de coupes budgétaires ont été opérés, avec une baisse de 31,1 % du budget de l'éducation, de 9,4 % du budget du développement social, qui verse la bolsa familia (bourse familiale) dont bénéficient 14 millions de foyers aux revenus inférieurs à 120 reals (41 euros) ; ils touchent 200 reals (68 euros) à condition que les enfants soient scolarisés et vaccinés. Les allocations chômage, les investissements dans le logement social et dans les infrastructures sont réduits. Dans l'État de Rio de Janeiro par exemple, les enseignants et une partie du personnel médical n'ont pas été payés pendant plusieurs mois…

La pauvreté cesse alors de se réduire, les salaires réels diminuent et les inégalités augmentent pour la première fois depuis 25 ans. Alors que le pouvoir d'achat augmentait de 30 % entre 2002 et 2014, il baisse, pour les travailleurs, de 7 % en 2015. La popularité de Rousseff s'effondre et dès 2013 se multiplient des manifestations – les plus importantes depuis 1978 – contre la détérioration des conditions de vie, contre la coupe du monde de football et contre les jeux olympiques qui ont forcé des familles (plus de 20 000 en tout) à se déplacer. 5,8 millions de familles ne sont pas logés dignement, 15 millions n'ont pas accès aux services publics ni aux infrastructures urbaines ; l'immobilier fait l'objet d'une forte spéculation – en sept ans les prix ont triplé dans les grandes villes. Les transports publics sont insuffisants, des millions de jeunes se voient interdire l'accès à l'université faute de moyens.

Une déstabilisation orchestrée par la bourgeoisie

Même si le PT est soumis aux intérêts de la bourgeoisie, il représente, du fait de ses liens historiques avec la classe ouvrière et des concessions sociales, un ennemi aux yeux de la représentation politique de la classe capitaliste. Les partis bourgeois veulent profiter de la perte de la confiance des masses, en raison de sa politique bourgeoise, pour reprendre les commandes et les prébendes, pour infliger une défaite à la classe ouvrière. Ils organisent alors plusieurs manifestations pour la destitution de Rousseff, en particulier à São Paulo – le coeur capitaliste du pays – où, le 15 mars 2015, près d'un million de personnes défilait en criant *« Dehors Dilma », « Dehors le PT »,* avec le soutien de la presse bourgeoise concentrée entre les mains de quatre familles, certains appelant même à l'intervention militaire en écho au coup d'État de 1964. Les manifestations en soutien à la présidente, surtout au Nordeste plus pauvre, étaient moins nombreuses et moins fournies – quelques dizaines de milliers de personnes. En octobre 2015, pour la première fois dans l'histoire du pays, les comptes de campagne de Rousseff, réélue fin 2014, sont rejetés par le Tribunal électoral, ce qui conduit à l'accusation, non pas de corruption mais d'un crime de responsabilité qui rend possible la mise en oeuvre du processus de destitution.

En réponse, Rousseff remanie son gouvernement, capitule davantage, accorde plus de place au PMDB. Début décembre 2015, Cunha, l'évangéliste président de l'assemblée – membre du PMDB –, lançait une procédure de destitution contre Rousseff – sa fonction lui en donne la compétence exclusive ; fin mars, Temer, vice-président, annonçait sa rupture avec Rousseff et quittait le gouvernement avec sept ministres du PMDB.

Les manifestations pour et contre la destitution se succédaient et le 13 mars 2016, trois millions de personnes – surtout issues de la petite-bourgeoisie fortunée – manifestaient aux couleurs nationales, avec le soutien des partis bourgeois, ainsi que des organisations patronales qui distribuaient des repas, pour la destitution de Rousseff, pour l'emprisonnement de Lula, mais aussi pour en finir avec les allocations sociales, avec les hausses de salaire minimum, avec les politiques facilitant l'accès des minorités à l'université, pour défendre le droit au port d'armes, parfois le rétablissement de la peine de mort… Il s'agit bien moins de faire respecter les libertés démocratiques que de revenir sur tous les acquis des travailleurs.

Quelques jours plus tard, le 18 mars, plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient contre le « coup d'État civil », sans pour autant apporter leur soutien au gouvernement. Le gouvernement Rousseff n'est plus soutenu que par des bureaucraties syndicales (Centrale unique des travailleurs, Centrale des travailleurs et travailleuses brésiliens), par des partis sociaux-démocrates, staliniens ou centristes (Parti démocrate travailliste, Parti communiste du Brésil, Parti socialisme et liberté, Parti de la cause ouvrière) et par des mouvements populaires (Mouvement des travailleurs sans-terre, Mouvement des travailleurs sans toit, Union nationale des étudiants, Ubes…). Il a été lâché par tous les partis bourgeois, y compris ceux qui gouvernèrent avec le PT. Comme le Parti radical en France en 1938, ils ont tombé le masque et démontré qu'ils ne se préoccupent de « légalité », de « démocratie » que lorsqu'il s'agit de contrôler les masses asservies.

Une représentation politique de la bourgeoisie particulièrement corrompue

Parallèlement était dévoilé, *via* l'opération *Lava Jato* (lavage express), un système généralisé de corruption – pour quatre milliards sur dix ans – autour de l'entreprise d'hydrocarbure Petrobras, qui réalise 10 % du PIB et

15 % des investissements du pays. L'entreprise était présidée entre 2003 et 2010 par Rousseff, mais elle ne fut pas accusée de corruption à titre personnel. Fut dévoilée une liste de plusieurs centaines d'élus de 24 partis, dont le PT, et de chefs d'entreprise, en particulier du bâtiment. En prétendant vouloir faire la clarté sur cette affaire, Cunha nommait une commission parlementaire de 65 députés (dont 36 font l'objet de procédures judiciaires pour crimes et corruption) qui vota la recommandation de destitution à 38 voix contre 27. Des comptes au nom de Cunha – ou à celui de sa femme – furent découverts en Suisse, à Singapour, en Nouvelle-Zélande pour un montant estimé à 16 millions de dollars (37 fois la fortune qu'il déclare). Il finit par être écarté le 5 mai de la présidence de la chambre pour intimidations, menaces, tentative d'empêcher *Lava Jato*, pressions sur des membres de la commission parlementaire Petrobras, manœuvres pour des projets de loi empêchant son incrimination, représailles (licenciements par exemple) contre ceux qui contrarient ses intérêts, approbation de mesures en faveur d'une banque de laquelle il a reçu des pots-de-vin, manœuvres pour empêcher la tenue du conseil d'éthique…

Reste que le 17 avril, 367 députés (dont une bonne moitié est poursuivie par la justice) votent en faveur de la destitution. Il en fallait 342 (deux-tiers de la chambre) pour poursuivre la procédure, à savoir le vote du Sénat qui, le 12 mai, approuvait l'ouverture du processus de destitution à 55 voix contre 22, un vote confirmé le 31 août, par 61 voix contre 20 (plus que les deux tiers nécessaires), et Temer a été officiellement nommé chef de l'État jusqu'aux élections présidentielle et législatives fin 2018. D'un côté, la bourgeoisie, avec notamment l'appareil judiciaire – dont Itagiba Neto, juge fédéral de Brasilia, et Gilmar Mendes, juge de la cour suprême – s'acharne contre Rousseff et contre le PT. De l'autre, des organisations d'intellectuels et de travailleurs, même s'ils ne se font aucune illusion sur le gouvernement Rousseff, dénoncent ce qu'ils jugent comme une tentative de coup d'État, une destitution sans base légale, puisqu'elle n'est pas accusée de corruption.

Un gouvernement revanchard

Le gouvernement de front populaire a été renversé par les héritiers de la bourgeoisie coloniale et de la dictature militaire. Son vice-président, Michel Temer, devenait président par intérim le 12 mai et formait un gouvernement. Il est bourgeois, réactionnaire, uniquement composé d'hommes (une première depuis 1979), tous blancs, avec au ministère des finances Henrique Meirelles ancien patron de la banque de Boston, au ministère de la justice Alexandre de Moraes déjà condamné pour usage excessif de la répression policière, au ministère de l'agriculture Blairo Maggi, un milliardaire qui s'est enrichi dans l'agrobusiness… Sont supprimés le ministère de la culture, le ministère du développement agraire, le ministère des femmes, de l'égalité sociale et des droits de l'homme, le ministère des sciences et technologies.

16 des 23 ministres sont cités ou mis en examen dans l'affaire Petrobras. Trois ont déjà dû démissionner. Le 23 mai, le ministre de la planification Romero Juca, doit se démettre pour avoir voulu mettre fin à l'enquête Petrobras ; le 30 mai, c'est au tour du ministre de la transparence Fabiano Silveira quitte son poste, sous la pression des employés de son ministère, pour avoir voulu empêcher l'enquête Petrobras ; le 16 juin, le ministre du tourisme Henrique Alves doit démissionner pour avoir reçu 1,55 million de reals (320 000 euros) de pots-de-vin par une filiale de Petrobras.

Reste que des mesures anti-ouvrières sont à l'ordre du jour. Sont annoncés un transfert de 200 milliards de reals (41 milliards d'euros) de la santé et l'éducation vers les marchés de capitaux, des attaques contre le droit du travail et les retraites, la réduction de quatre millions du nombre de bénéficiaires de la *bolsa familia*, la privatisation « de tout ce qui est privatisable » (Temer), l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à 70 ans…

Les travailleurs du pétrole manifestaient contre la privatisation (14 juin), le MTST (Mouvement des travailleurs sans toit) et le MST (Mouvement des sans-terre) bloquent des axes de circulation, occupent des propriétés foncières. Plusieurs antennes régionales du ministère de la culture, du ministère de la santé ont été occupées. Des manifestations exigent le départ de Temer qui a été contraint de rétablir le ministère de la culture ; de nombreux spectateurs brésiliens aux JO se présentent sur les lieux des épreuves avec une pancarte *« Dehors Temer ! »*.

Il est plus que temps que l'avant-garde, dispersée géographiquement et politiquement, se regroupe pour former un parti ouvrier révolutionnaire sur la base des enseignements des quatre premières internationales ouvrières et des leçons des trahisons du PT.

À bas le coup d'État de la bourgeoisie ! Tribunal ouvrier pour tous les députés et ministres corrompus ! Autodéfense des paysans pauvres, des grèves, des manifestations ouvrières, des organisations ouvrières contre les nervis des propriétaires fonciers et des patrons, la police et les fascistes !

Rupture des organisations ouvrières, paysannes et de la jeunesse avec tous les partis bourgeois ! Contre tout bloc avec la bourgeoisie ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! Pour une fédération socialiste de l'Amérique du sud !

4 septembre 2016

La **Grande-Bretagne** après le vote en faveur du Brexit

Le 24 juin, le référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne (UE) a abouti à la décision de sortir avec 52 % des voix. En France, la campagne pour le Brexit a trouvé un grand écho dans le principal parti bourgeois (LR) et a été relayée ouvertement par les partis bourgeois les plus xénophobes (DlF, FN). Ceux-ci sont l'expression politique des petits patrons mais ils espèrent élargir leur soutien dans la classe dominante si l'affaiblissement du capitalisme français face à ses concurrents se poursuit. Ils ont applaudi au résultat.

> *Dans son bureau, Marine Le Pen s'est même autorisé une coupe de champagne avec ses lieutenants. Après avoir fait campagne des mois durant en faveur du Brexit, elle rêve désormais d'un scénario à l'anglaise pour la France.* (*Le Parisien*, 25 juin)

L'aile la plus chauvine du mouvement ouvrier leur a, une fois de plus, emboité le pas.

> *Les Britanniques ont ouvert un chemin.* (PdG, *Communiqué*, 24 juin) ; *Ce résultat est la conséquence de l'aspiration des travailleurs et des peuples à combattre les directives européennes… Le résultat du référendum résonne pour tous les travailleurs d'Europe qui rejettent l'Union européenne et, notamment, en France en pleine mobilisation contre la loi travail.* (POI, *Communiqué*, 25 juin) ; *Il faut poser la question de la sortie de l'UE et de l'euro, en tant que partie intégrante du combat pour rompre avec le néolibéralisme, a fortiori avec le capitalisme.* (PCOF, *Communiqué*, 25 juin) ; *Après le Brexit anglais, la « Grande évasion » des peuples étouffés par l'europrison a commencé, à terme, rien ne l'arrêtera.* (PCRF, *Communiqué*, 24 juin) ; *Ce résultat est une victoire pour la classe ouvrière britannique… La victoire du Brexit, c'est la victoire des travailleurs et des peuples de toute l'Europe, pour leurs droits, pour la démocratie. La victoire du Brexit ouvre la voie à l'établissement de relations fraternelles entre les travailleurs et les peuples de toute l'Europe.* (POID, *Communiqué*, 24 juin)



À l'origine du référendum, la division entre capitalistes

À ce référendum organisé par décision du Premier ministre conservateur de l'époque, résultant de la pression du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), un certain nombre d'organisations qui se réclament du socialisme en Grande-Bretagne (SWP, CPB, SPEW, SL…) avait appelé à voter pour la sortie. Pour le justifier, elles avaient invoqué l'opportunité de porter un coup décisif au *« Club des patrons »* qu'est l'UE ainsi qu'au Parti conservateur qui était au pouvoir [voir *Révolution communiste* n° 18].

Certes, les forces de production sont de plus en plus internationales, mais si toute la bourgeoisie vit de l'exploitation du prolétariat mondial elle n'est pas homogène. Malgré la tendance irréversible à l'internationalisation, à la « mondialisation » de l'économie seule une petite partie de la bourgeoisie est véritablement mondiale.

> *Ayant tendance à devenir une forme mondiale, le capitalisme se brise à son incapacité d'être cette forme mondiale… À un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est, par définition, une forme mondiale…* (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital,* 1913, ch. 32)

Par conséquent, elle est différenciée géographiquement ; chacune des fractions nationales s'appuie contre les autres sur un des 200 États qui se partagent le territoire et la population de la planète. Les rivalités entre elles ne sont pas toujours pacifiques. Par exemple, l'Europe a été ravagée, de manière de plus en plus désastreuse, par des confrontations armées entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne.

> *Avec d'autant plus d'acharnement s'engage la lutte entre les groupes capitalistes nationaux eux-mêmes. C'est ce qu'on observe toujours dans la centralisation du capital : quand les petits entrepreneurs périssent, le nombre des concurrents diminue, car il ne reste plus que les gros, mais ceux-ci combattent avec des moyens puissants et la concurrence entre fabricants particuliers fait place à la bataille entre les groupes. Le nombre des groupes est évidemment moindre que celui des fabricants. Mais leur combat n'en est que plus violent, plus acharné et plus destructeur.* (Nikolaï Boukharine & Evgueni Preobrajenski, *L'ABC du communisme*, 1919, ch. 27)

En outre, la classe capitaliste se divise en fonction de la légalité : capital respectable ou mafias ; de sa place dans le cycle complet du capital : production, finance, commerce, immobilier ; en fonction de la taille : grand capital, petits patrons. La tendance à la socialisation confère en général la domination au premier type et fait apparaître un autre clivage, entre actionnaires ou managers.

Cette différenciation de la classe capitaliste se manifeste sous la forme d'un spectre d'entreprises qui ne peuvent pas entretenir les mêmes liens avec les États bourgeois : des entreprises réduites à une dimension locale ; des entreprises limitées au marché national ; des entreprises d'envergure nationale mais qui importent ou exportent ; des groupes transnationaux dont la direction tend à devenir internationale, qui répartissent leurs activités entre pays et font apparaître les profits où cela les arrange.

Le référendum, pas plus que ceux de 1992 ou de 2005 en France, n'a opposé la bourgeoisie à la classe ouvrière. Bien que socialement très minoritaires, deux fractions de la classe dominante britannique se sont opposées, chacune se subordonnant une partie de la petite-bourgeoisie et du prolétariat. La décision prise nuira probablement au capitalisme britannique dans son ensemble. Les marchés de change déprécient la livre. Les prix montent. Des entreprises financières envisagent de délocaliser. Les groupes industriels suspendent leurs investissements.

> *La bourgeoisie sacrifiait son propre intérêt général de classe, son intérêt politique, à ses intérêts les plus bornés, les plus malpropres, et exigeait de ses représentants un sacrifice analogue.* (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, ch. 6)

Le terme d'une appartenance tardive et réticente

En 1957, les gouvernements de 6 pays européens voisins s'accordèrent pour mettre en place un marché commun. Ils tentaient ainsi de surmonter l'étroitesse des frontières nationales qui condamnait chaque capitalisme national à ne pas pouvoir peser face aux États-Unis et au Japon. 22 autres États les ont rejoints. Poussés par les contradictions nées de l'ouverture de leurs frontières entre eux, certains d'entre eux ont décidé d'avoir une monnaie commune.

> *L'État national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement des forces productives, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives.* (Internationale communiste, *Manifeste,* mars 1919)

Le défi des 6 États fondateurs de l'UE à la puissance hégémonique des années 1950 était limité, puisque tous continuèrent à adhérer à l'OTAN, une alliance militaire impulsée par l'État américain. D'ailleurs, jamais l'UE ne se dotera d'une armée commune. En effet, même les fractions les plus décidées des bourgeoisies européennes se sont révélées incapables d'unifier le continent.

> *Une union économique européenne réalisée par en-haut n'est que pure utopie. Il ne pourrait s'agir que de demi-mesures et de compromis partiels. L'union de l'Europe, source de développement tant de la production que de la culture, ne peut être réalisée que par le prolétariat combattant le protectionnisme impérialiste et son instrument, le militarisme.* (Lev Trotsky, *Le Programme de la paix,* mai 1917)

La soumission appuyée de la bourgeoisie britannique à celle des États-Unis explique l'adhésion tardive de la Grande-Bretagne à l'UE (1973) et son refus ultérieur de l'euro (1992).

La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne… sont autant des *« clubs des patrons »* que l'UE et ces clubs sont autrement enracinés et solides. Idéologiquement, pour diviser les travailleurs et les soumettre à leurs exploiteurs, le sentiment d'appartenance à « l'Europe » (comme se présente abusivement l'UE capitaliste) ne pèse pas lourd à côté du patriotisme traditionnel.

> *Le patriotisme constitue l'élément essentiel de l'idéologie au moyen de laquelle la bourgeoisie empoisonne la conscience de classe des exploités.* (Lev Trotsky, *Leçons d'Octobre*, 4 novembre 1935)

La bourgeoisie britannique vient de se fracturer à nouveau sur cette question. La plupart des grands groupes capitalistes se sont prononcés pour le maintien mais le directeur de la Chambre de commerce britannique prit position pour la sortie et de nombreuses entreprises moyennes aussi (voir la pétition de 300 femmes et hommes d'affaires publiée par le *Daily Telegraph* le 15 mai). Dans la presse écrite, *The Daily Mirror, The Guardian, The Times, The Financial Times, The Mail on Sunday, The Observer* et *The New Statesman* se sont prononcé pour le maintien ; par contre, les non moins bourgeois *The Sunday Times, The Sunday Telegraph, The Daily Telegraph, The Sun, The Daily Mail, The Daily Express* et *The Spectator* pour la sortie. Le prince William a laissé entendre qu'il fallait voter pour le maintien ; la reine pour la sortie. Si la direction du Parti conservateur (CP, Tory) et les Libéraux-démocrates (LD) ont appelé au maintien dans l'UE, par contre le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et toute une aile du Parti conservateur (menée par Johnson, Gove et Javid) ont fait campagne pour le départ.

La promesse illusoire de cette aile du CP et de l'UKIP de *« recouvrer la souveraineté »* est aussi réactionnaire que leur désignation de l'immigration (attribuée à l'Union européenne) comme bouc émissaire du chômage, des inégalités et des difficultés du système de santé (NHS).

Une victoire de la classe ouvrière ?

L'effectif des électeurs s'élevait à 46,5 millions. Parmi eux, 12,9 millions se sont abstenus le 24 juin, en particulier les ouvriers et les employés. Les suffrages exprimés ont été de 33,5 millions : 17,4 pour la sortie de l'UE ; 16,1 pour le maintien dans l'UE. Donc, seulement 37,4 % des inscrits se sont prononcés pour la sortie. 96 % des électeurs qui ont voté UKIP en 2015 et 58 % de ceux du Parti conservateur ont voté pour la sortie ; 63 % des électeurs de 2015 du Parti travailliste ont voté pour le maintien.

7 millions de personnes en droit de le faire ne sont pas inscrites sur les listes électorales, surtout des jeunes et des travailleurs non qualifiés. En outre, seule une minorité des travailleurs européens (les ressortissants d'Irlande, de Malte et de Chypre) qui créent les richesses de la Grande-Bretagne a pu voter. La majorité d'entre eux (les ressortissants de Pologne, d'Espagne, d'Italie, de France, d'Allemagne…) n'a pas eu son mot à dire. De même, vu que la jeunesse était très majoritairement pour le maintien (parmi ceux qui ont voté dans la tranche 18-24 ans : 73 % pour le maintien, 27 % pour la sortie), si les 16-18 ans avaient pu voter, le résultat aurait probablement été différent.



affiche de l'UKIP contre les migrants et affiche du FN comparant l'UE à des menottes

Une victoire pour la classe ouvrière ?

Le référendum de juin 2016 n'a pas liquidé le Parti conservateur puisque May (CP) a tranquillement remplacé Cameron (CP) au poste de Premier ministre. Certes, le référendum a porté un rude coup à l'Union européenne, mais pas au compte de la classe ouvrière. Durant la campagne, le nationalisme a été exacerbé par les deux camps, les mensonges à la Trump-Sarkozy n'ont pas manqué du côté des partisans de la sortie. Les fascistes se sont sentis encouragés, si bien que l'un d'entre eux a assassiné une députée du Parti travailliste (LP, Labour) au cours de la campagne. Depuis le vote, des groupes fascistes ont multiplié les attaques contre les ouvriers polonais.

> *Les attaques et propos xénophobes se multiplient contre les Polonais au Royaume-Uni, renforcés par le succès du référendum sur le Brexit. Deux Polonais ont été agressés dans la nuit de samedi 3 à dimanche 4 septembre à Harlow, dans le sud-est de l'Angleterre, quelques heures après une veillée en hommage à un de leurs compatriotes, un ouvrier polonais tué en août.* (*Le Monde*, 5 septembre)

Du côté de « la démocratie » bourgeoise (chère au PS, au PCF, au PdG, aux POI), May a annoncé que le gouvernement CP restreindrait l'immigration, y compris européenne.

> *La nouvelle Première ministre, arrivée au 10, Downing Street sans élection et par le biais de la démission choc de David Cameron au lendemain du référendum du 23 juin, où 52 % des Britanniques ont choisi de quitter l'UE, a pris d'entrée une position très ferme. Vis-à-vis de son parti, du Parlement et des Européens… Lors du congrès annuel des Tories, Teresa May a annoncé : « Nous ferons ce que font les pays indépendants et souverains. Nous déciderons nous-même comment nous contrôlerons l'immigration ».* (*Libération*, 2 octobre)

Le gouvernement CP de May, qui comporte plusieurs ministres qui ont fait campagne pour la sortie (dont Johnson), alors qu'il n'a pas encore déclenché la procédure officielle de sortie (elle fixe la date limite à mars 2017), annonce des mesures contre les travailleurs étrangers.

> *La ministre de l'Intérieur, Amber Ruud, propose d'imposer aux entreprises de dresser des listes de leurs salariés étrangers pour «placer la priorité sur les travailleurs britanniques »… Son ministre de la Santé Jeremy Hunt suggère de renvoyer bientôt chez eux les médecins (et infirmiers et aides-soignants) étrangers.* (*Libération*, 7 octobre)

En France, le gouvernement PS-PRG-PE fait évacuer le camp de Calais, rempli de réfugiés et de travailleurs d'Afrique et d'Asie qui veulent traverser la Manche. En Allemagne, le gouvernement CDU-SPD de Merkel, tout en restant dans l'Union européenne, prépare une loi discriminatoire interdisant aux ressortissants de l'UE de bénéficier des prestations sociales avant 5 ans de séjour.

> *Le gouvernement allemand a adopté mercredi un projet de loi restreignant fortement l'accès aux prestations sociales des immigrés en provenance de l'Union européenne… Selon le texte adopté mercredi, les ressortissants européens vivant dans le pays sans travailler n'auront plus droit aux aides sociales avant un séjour légal de cinq années dans le pays.* (*Le Figaro*, 12 octobre)

Si les travailleurs d'Europe centrale sont plus malmenés que jamais après le Brexit, les États allemand, français, néerlandais et irlandais multiplient par contre les mesures incitatives pour faire venir les groupes financiers qui pourraient quitter Londres.

L'État britannique lui-même ne survira peut-être pas au Brexit, sans que la classe ouvrière y gagne davantage.

Un Royaume désuni

Le 3 octobre, May a affirmé :

> *Le Brexit n'est pas facultatif. Je ne laisserai pas les nationalistes diviser et miner la précieuse unité des quatre nations du Royaume-Uni.* (*Le Monde*, 15 octobre)

L'Irlande du Nord n'est pas une nation, mais le résultat de la colonisation de l'île par l'Angleterre, de l'écrasement en 1916 de la révolution irlandaise par la bourgeoisie impérialiste [voir *Révolution communiste* n° 17], de la partition de 1921 résultant de la capitulation de la bourgeoisie nationale effrayée par la révolution sociale.

En tout cas, les « quatre nations » de la couronne n'ont pas voté sur l'UE de la même manière : l'électorat de l'Angleterre a voté majoritairement pour le départ (53,4 %) ainsi que celui du Pays de Galles (52,5 %) ; l'électorat de l'Ecosse a voté majoritairement pour le maintien (62 %) ainsi que celui de l'Irlande du Nord (55,8 %).

Alors que l'oppression de l'Ecosse par l'Angleterre est réduite, la fraction séparatiste de la bourgeoisie écossaise, dont l'expression politique est le Parti nationaliste écossais (SNP), a attisé le particularisme national pour faire croire aux masses que leur sort serait amélioré par la rupture avec l'Angleterre. Elle a été suivie par la petite-bourgeoisie sous la forme du Parti socialiste écossais (SSP) indépendantiste fondé en 1998 par un certain nombre de formations centristes (Militant, SWP, ISG…).

Le SNP l'emporte désormais nettement lors des élections sur le Parti travailliste (LP), autrefois majoritaire en Ecosse, à cause du bloc que celui-ci a formé en 2011 avec les partis bourgeois CP et les LD (Better Together) pour défendre l'unité du royaume. En 2015, sur 59 députés envoyés à la chambre basse de Londres, 56 étaient du SNP, 1 du LP. En 2016, lors des élections régionales, le SNP obtint 42 % des voix, le CP 23 % et le LP 19 % [voir *Révolution communiste* n° 17].

Le SNP a besoin, pour duper les travailleurs, d'une perspective autrement crédible que le repli sur les frontières de la seule Ecosse. Mais les instances de l'UE, jusqu'alors, refusaient d'ouvrir la perspective d'une adhésion séparée de l'Ecosse. Si bien que le SNP, tout en détenant la majorité absolue au parlement écossais, a perdu le référendum de septembre 2014 (55,3 % contre l'indépendance ; 44,7 % pour). Le Brexit fournit l'occasion aux nationalistes écossais de reprendre l'offensive.

> *La First Minister écossaise Nicola Sturgeon a haussé le ton, utilisant la perspective du Brexit – que 62 % des Écossais ont rejeté en juin – et les récents dérapages xénophobes du gouvernement May, pour galvaniser ses troupes et ranimer la flamme de l'indépendance… Avant même le référendum sur le Brexit, les indépendantistes écossais avaient prévenu : pas question pour eux d'être contraints par Londres de sortir contre leur gré de l'UE.* (*Le Monde*, 15 octobre)

Le référendum relance donc un autre risque de division entre travailleurs de l'État britannique. Certes, les communistes défendent le droit des minorités nationales, quand elles sont tyrannisées, de se séparer. Non parce qu'ils préconisent la multiplication des États, mais comme moyen de l'éviter et d'unir les exploités contre les exploiteurs.

> *La défense du droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, loin d'encourager la formation de petits États, conduit au contraire à la formation plus libre, plus sûre et, par suite, plus large et plus généralisée, de grands États et de fédérations entre États, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique.* (Vladimir Lénine & Grigori Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915)

Pour les États-Unis socialistes d'Europe

Il faut construire un parti ouvrier internationaliste et révolutionnaire dans tout l'État britannique. En effet, le basculement de la majorité du Parti travailliste en septembre 2015 en faveur de l'aile gauche et la désignation de Corbyn à sa tête (confirmée en septembre 2016) ne change pas la nature de ce parti. Il reste ouvrier par sa base électorale et ses liens avec les syndicats, bourgeois depuis son origine par son programme, loyal à la couronne et à la bourgeoisie impérialiste chaque fois qu'il gouverne [voir *Révolution communiste* n° 14].

Mais cette évolution ouvre de plus grandes possibilités de défendre, en dehors du LP et en son sein, les mots d'ordre de libre circulation des étudiants et des travailleurs, d'égalité des droits pour tous les travailleurs, de laïcité et d'abolition de la monarchie, de gouvernement des travailleurs, d'expropriation des groupes capitalistes (anglais, irlandais, écossais, étrangers), des États-Unis socialistes d'Europe.

> *À la maison de fous de l'Europe capitaliste, il faut opposer le programme des États-Unis socialistes d'Europe comme étape sur la route vers les États-Unis socialistes du monde.* (4e Internationale, *Manifeste*, mai 1940)

15 octobre 2016

Espagne 1931-1936 Le Front populaire dressé contre la montée révolutionnaire

Dans les années 1930, les grands propriétaires fonciers, au premier rang desquels se tient l'Église catholique qui rafle aussi banques et mines, accaparent la quasi-totalité des terres. La bourgeoisie industrielle, liée à cette aristocratie féodale et accrochée à la monarchie, cède depuis la fin de la 1re guerre mondiale ses parts de marché aux capitalistes anglais et français qui détiennent une grande partie des entreprises espagnoles. La caste des officiers est pléthorique, bouchers entrainés par quatorze années de guerre coloniale pour s'emparer du Maroc. À l'autre pôle de cette société capitaliste arriérée, des paysans (70 % de la population) affamés et illettrés (à 45 %), menant des luttes atrocement réprimées et un prolétariat jeune, peu nombreux mais très combatif. Cette Espagne entre en ébullition.

> *La chaîne du capitalisme risque de nouveau de se rompre à son maillon le plus faible : c'est au tour de l'Espagne.* (Trotsky, *La révolution espagnole et les tâches communistes,* 24 janvier 1931)

Le mouvement ouvrier

La classe ouvrière espagnole a l'expérience de grèves politiques, contre les gouvernements réactionnaires, pour les salaires, la réduction de la journée de travail, les libertés démocratiques, dont les droits des minorités nationales opprimées. Mais elle est essentiellement aux mains des anarchistes et des sociaux–démocrates.

La Confédération nationale du travail (CNT) est la plus puissante organisation ouvrière et paysanne, à la fois parti et syndicat, rassemblant des centaines de milliers de travailleurs. Elle est traversée de courants révolutionnaires mais aussi réformistes. Cette influence constitue une singularité : à l'échelle internationale, le marxisme a gagné la majorité dans les pays industrialisés, il a mené le prolétariat de Russie à la conquête du pouvoir, il a démontré qu'il est la théorie du prolétariat victorieux et Proudhon, Bakounine, idéologues de la petite-bourgeoisie impuissante entre les classes fondamentales de la société capitaliste, ont perdu depuis longtemps la bataille politique. Cependant, le caractère essentiellement rural de l'Espagne, la taille relativement faible des centres industriels et leur création tardive expliquent la force de ce courant. La Fédération anarchiste ibérique (FAI) en est la principale expression politique à l'échelle du pays.

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) collabore avec la bourgeoisie, comme tous les partis de la 2e Internationale qui ont capitulé en 1914 (vote en faveur de la coalition menée par la Grande Bretagne et la France) et sont irrémédiablement passés du côté de la défense des intérêts du capital. Il est bien implanté dans les Asturies comme la centrale syndicale UGT (Union générale des travailleurs) qu'il dirige.

Au début des années 1930, le Parti communiste d'Espagne (PCE) ne compte que quelques centaines de membres. Il prend ses ordres chez Staline et a peu d'influence. Il a connu des scissions à sa droite, le Bloc ouvrier et paysan (BOC) dirigé par Maurin, expression locale de l'opposition « boukharinienne » dont l'effectif est plus important que le PCE et à sa gauche, la Gauche communiste d'Espagne (ICE) est constituée en 1932, en lien avec l'Opposition de gauche internationale (OGI dite « trotskyste ») qui devient en 1933 la Ligue communiste internationaliste. Les principaux dirigeants de l'ICE sont Nin, Andrade et Munis. Elle publie la revue *Comunismo* et le journal *El Soviet* [voir http://grupgerminal.org/?q=node/253].

Trotsky et le secrétariat international de l'OGI ont combattu jusqu'à l'été 1933 pour que les militants fidèles au bolchevisme restent au sein et en direction du PCE aussi longtemps que nécessaire (et possible) pour séparer les révolutionnaires des staliniens. Mais l'impatience a prévalu. L'ICE intervient dans l'UGT, à Madrid, dans les Asturies, en Catalogne. C'est cependant une petite organisation.

La collaboration de classes pour sauver l'État bourgeois

En mai 1930, la contestation part des universités, est relayée par des grèves ouvrières dans les principales villes, sur fond de famine dans les campagnes. Le roi congédie le général Primo de Rivera au profit d'un autre général chargé de gommer les traits les plus visibles de la dictature, qui lâche du lest un jour et réprime le lendemain sans rétablir le calme cher aux capitalistes pour assurer le profit.

Dès lors, des couches de la bourgeoisie basculent dans l'opposition à la monarchie discréditée et signent ensemble le pacte de San Sebastian. En octobre, elles s'adjoignent la social-démocratie (PSOE) et l'UGT, des groupes nationalistes bourgeois catalans et galiciens. Ce front populaire qui ne revendique pas encore l'appellation agite l'idée d'un putsch de la *« fraction républicaine »* de l'armée appuyé par « *une grève pacifique* » dans les grandes villes. Ce plan foireux sera décommandé à plusieurs reprises, des conjurés y laisseront la vie, le prolétariat de Barcelone entamera seul une grève générale parce que l'alliance bourgeoise

républicaine se gardera de lancer le mot d'ordre de grève générale à Madrid, bien plus effrayée par la radicalité de la mobilisation ouvrière vue en Catalogne que par la monarchie.

Après des mois de crise politique, de contestation ouvrière, paysanne, étudiante, de tentatives de coups d'État militaires, les élections municipales du 12 avril 1931 donnent une victoire nette aux républicains bourgeois dans les grandes villes. La population laborieuse déferle en gigantesques manifestations et la république est proclamée deux jours après le scrutin. Les prolétaires, ouvriers et paysans, y voient le moment enfin arrivé de la satisfaction des revendications.

Les partis bourgeois et leur allié social-démocrate, au contraire, n'ont pas l'intention de changer les rapports sociaux. Ils veulent un État bourgeois moderne, capable d'offrir au capitalisme national les garanties de son développement. Leur gouvernement provisoire est dirigé par Alcala-Zamora, toujours catholique mais plus monarchiste depuis… mai 1930 ; il comprend toute la gamme des républicains bourgeois : conservateurs (Maura), radicaux (Lerroux), radicaux-socialistes et Action républicaine (Azaña), catalanistes et autonomistes galiciens, socialistes de l'aile droite du PSOE (Prieto) et de l'aile gauche (Caballero, déjà conseiller d'État du dictateur sanglant Rivera, ce qui qualifie cette aile gauche). L'armée, l'Église, les juges, les hauts fonctionnaires, les propriétaires des terres et des usines restent en place, le roi lui-même s'exile sans abdiquer ! Aux masses, Azana et Caballero prêchent la patience jusqu'aux élections législatives de juin.

La réaction relève aussitôt la tête et ce sont les travailleurs des villes et des campagnes qui essaient de la lui couper, en incendiant des églises et des couvents, de Madrid à l'Andalousie, tandis que le gouvernement décrète la loi martiale et envoie l'armée pour défendre la curaille. Les paysans occupent les terres, les grèves ouvrières se multiplient. Toutes les organisations syndicales et politiques du prolétariat grossissent.

La « République des travailleurs de toutes les classes »

Les élections aux Cortès (parlement) donnent une large majorité à la coalition républicaine entre partis bourgeois et parti socialiste. Le gouvernement qui en provient, peu avare de déclarations sur « *l'intérêt supérieur de l'Espagne* », s'attelle à la rédaction d'une constitution garante de la propriété privée, incapable de renvoyer le clergé à ses prières, de distribuer massivement les terres, de traiter équitablement les nationalités opprimées. Une fois de plus, la bourgeoisie montre qu'est passée l'époque historique où elle brisait les carcans hérités du féodalisme. Républicaine ou pas, c'est une classe exploiteuse qui a le prolétariat pour ennemi principal. Sa « *loi de défense de la république* » limite le droit de grève, de réunions et de manifestations, soumet la presse à la censure ; sa loi régissant les associations réclame que partis et syndicats remettent aux autorités la liste de leurs adhérents. C'est bien entendu contre les classes exploitées, le prolétariat et les petits paysans, que la république bourgeoise gouverne.

Écrasement, au cours de l'année 1932, par l'armée ou les gardes d'assaut nouvellement créés d'insurrections locales dirigées par les anarchistes, de luttes d'ouvriers agricoles et de paysans ; emprisonnement de milliers de prolétaires révolutionnaires alors que l'armée complote : le général Sanjurjo a tenté de soulever la garnison à Séville pour rétablir la monarchie et a été battu par le soulèvement spontané de la population. La « *loi sur les associations* » ne touche pas la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) qui se constitue alors, rassemblant monarchistes et fascistes comme Gil Robles, préparant la revanche contre les ouvriers et les paysans qui, eux, restent sans état-major.

La coalition républicaine ne satisfait ni la bourgeoisie qui lui reproche d'être incapable de museler la main d'œuvre, ni le prolétariat qui n'a vu aucune de ses aspirations vitales réalisées. Après des mois de demi-mesures et de crises politiques, en octobre 1933, les Cortès sont dissoutes et les élections donnent une large majorité aux organisations réactionnaires.

Bieno negro (1934–1935)

Suit une période de répression accrue contre les ouvriers et les paysans, de licenciements des syndiqués, de baisse des salaires. L'Église et l'armée recouvrent tous leurs privilèges. Dopés par l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, par l'écrasement du prolétariat autrichien sous Dollfuss, comme les Ligues à Paris en 1934, les fascistes de la Phalange dont le chef, Primo de Rivera fils, est un adorateur de Mussolini, paradent dans les rues, attaquent les journaux et les locaux des organisations prolétariennes, tirent à l'université. Lerroux, chef du Parti radical républicain qui a été ministre sous Azana, chapeaute le gouvernement durant ces deux années noires où la corruption des sommets atteint des records, pendant que les latifundiaires affament les ouvriers agricoles.

Une partie de la direction du PSOE traite Lerroux comme un moindre mal par rapport à la CEDA, une autre cherche à se préparer à l'affrontement qu'elle voit arriver et tient des discours enflammés pour la révolution. Dans les faits, la politique du PSOE entrave à chaque occasion la résistance ouvrière et paysanne. Ainsi en avril 1934, c'est la détermination de la classe ouvrière madrilène qui bloque le rassemblement annoncé des

troupes de Gil Roblès, alors que l'indécision des dirigeants réformistes lui laissait le champ libre ; au mois de juin, les ouvriers agricoles massivement en grève pour les salaires, à l'appel de leur fédération, pourtant membre de l'UGT, sont vaincus région par région parce que la confédération refuse son soutien, n'organise jamais la solidarité des travailleurs des villes. 7 000 sont emprisonnés.

Les bouches social-démocrates justifient les capitulations par la nécessité de réserver les forces pour empêcher les restaurationnistes et les fascistes de prendre le pouvoir, alors que le développement de la lutte de classe, les victoires arrachées à la réaction, au contraire, affaiblissent d'autant ce camp. Mais le prolétariat s'impatiente. Lassé par les années de collaboration de classe menée par le PSOE, par les actions anarchistes isolées et toujours défaites, le prolétariat aspire légitimement à l'unité de ses rangs pour vaincre. L'agitation que les militants de l'ICE développent pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie (Allianza obrera) rencontre un grand écho. Le BOC s'y rallie. Le PSOE et l'UGT signent des accords avec d'autres organisations syndicales et politiques, pour une Alliance antifasciste. Les staliniens qui ont livré en Allemagne le prolétariat aux nazis en désignant les sociaux-démocrates comme l'ennemi principal se tiennent à l'écart de l'Alliance ouvrière qu'ils conspuent, poursuivent un cours sectaire qui fait obstacle aux mobilisations ouvrières. Les anarchistes dénoncent tout accord autre qu'à la base.


1934, Asturies, insurgée armée de dynamite

La majorité du PSOE affirme que le parti déclenchera l'insurrection avec l'UGT si la CEDA accède au gouvernement. Mais lorsque cela arrive, le 4 octobre 1934, les sociaux-démocrates se dérobent. Au lieu de l'insurrection annoncée, ils appellent à une « *grève générale pacifique* ». La CNT refuse de se joindre à un mouvement dirigé par l'UGT. À Barcelone, elle prend même publiquement position contre la grève, tandis que les autonomistes catalans, courtisés par le groupe local de l'ICE, à l'opposé du bolchevisme, négocient rapidement la fin du mouvement. La population laborieuse se mobilise malgré tout dans les principales villes du pays. À Madrid, une foule immense déferle et réclame des armes. Elle est laissée sans consignes ni perspectives jusqu'au lendemain. Le gouvernement reprend la main, emprisonne des centaines de militants et, peu reconnaissant envers les pleutres, il fait arrêter les « dirigeants » socialistes dans la capitale.

Une véritable insurrection ouvrière a lieu dans les Asturies

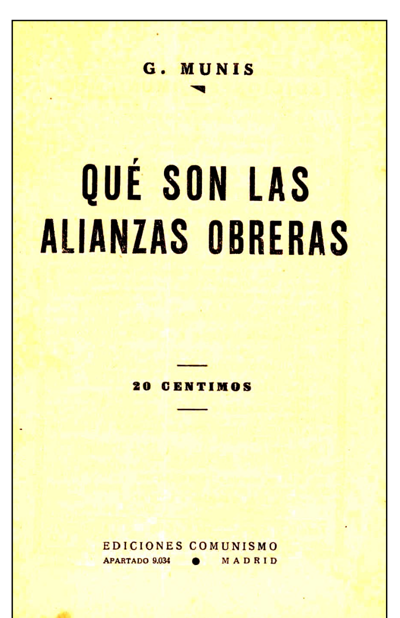
Mais dans la région minière du nord de l'Espagne, l'insurrection a véritablement lieu, sous le commandement de l'Alliance ouvrière des Asturies qui regroupe toutes les organisations ouvrières, CNT comprise. Le PCE la dénonce furieusement le 4 octobre :

> *Travailleurs, ne vous laissez pas abuser par le chemin de l'unité. Vos chefs vous trahissent. L'Alliance ouvrière est le nerf de la contre-révolution. À bas l'Alliance ouvrière de la trahison !* (cité par Manuel Grossi, *L'Insurrection des Asturies*, 1935)

Et s'y rallie le 5, sur ordre de Moscou, tandis que les combats ont commencé depuis la ville minière de Mieres où les armes ont été distribuées aux ouvriers, mineurs en tête, maniant la dynamite. Ils prennent casernes et mairies, à Oviedo, Gijon ; en trois jours, la majeure partie de la région est aux mains des insurgés, appuyés par des grèves massives dans les mines de charbon, les chemins de fer. Les comités révolutionnaires constitués organisent les milices ouvrières armées, la défense de la population face à la garde civile, une Armée rouge est bâtie dans laquelle des dizaines

de milliers de prolétaires, ouvriers de la ville et de la campagne, s'engagent. La fabrication des armes dans les usines, la libération de tous les prisonniers politiques, la chasse aux pillards, la répartition de la nourriture, la distribution de la terre aux paysans, l'accaparement des réserves de la Banque de la capitale Oviedo : en deux semaines, les organes du pouvoir ouvrier, les comités du peuple armé règlent plus de questions que des années de république bourgeoise. À l'échelle d'une région est décrétée la fin de la propriété privée, la république sociale.

Le gouvernement Radicaux-CEDA envoie le général Franco qui commande les troupes coloniales et s'adjoint la Légion étrangère espagnole pour écraser l'insurrection. Des phalangistes de toutes les sacristies les accompagnent. Les quartiers ouvriers sont bombardés au canon, mitraillés. Isolée, manquant de munitions, la résistance héroïque dure jusqu'au 20 octobre. La répression a fait 3 000 morts, des milliers de blessés, 40 000 arrestations.



La résistance ouvrière sans direction révolutionnaire

Rejetés dans l'opposition, les dirigeants du PSOE gauchissent le discours, effrayés par le sort que le fascisme leur réserve. Le Parti socialiste capte alors une audience accrue dans la classe ouvrière, surtout dans ses couches les plus jeunes, les plus hardies qui ne portent pas sur leurs épaules le poids des trahisons passées. Dialectiquement, ces militants, ces travailleurs exercent une pression sur les organisations et les différenciations en leur sein apparaissent. L'année 1934 voit une radicalisation du discours des dirigeants connus du PSOE, à commencer par Caballero, et encore plus de ses jeunesses (JSE).

Trotsky se bat aussitôt pour que l'ICE intervienne résolument dans ces processus, pour gagner les meilleurs combattants au bolchevisme et construire le parti révolutionnaire. Il conseille l'entrée dans le PSOE et les JSE, drapeau déployé. La direction Nin-Andrade rejette cette proposition, qualifiée d'opportuniste et repousse des mois durant les appels de dirigeants du PSOE et des jeunesses socialistes.

> *La jeunesse socialiste a rompu définitivement avec le réformisme social-démocrate et elle entend, d'accord avec la jeunesse socialiste de France, de Belgique, de Suisse, de Tchécoslovaquie, d'Angleterre et d'Autriche, entreprendre la reconstruction du mouvement de la jeunesse sur la base la plus pure du marxisme révolutionnaire. La direction internationale nécessaire pour obtenir la victoire n'existe pas. La Seconde et la Troisième Internationales ont perdu leur rôle dirigeant. À la suite de la victoire d'Hitler, un nouveau mouvement a pris naissance. Nous croyons qu'il est nécessaire et urgent de le faire aboutir. Retournons à Marx et à Lénine. Unissons la jeunesse prolétarienne dans une Internationale qui ait rompu avec les erreurs du passé.* (JSE, 10 février 1935)

En fait, la direction Nin-Andrade refuse de se tourner vers les masses et poursuit ses tractations avec les nationalistes catalans et surtout le Bloc ouvrier et paysan avec lequel l'ICE fusionne, rompant définitivement avec la Ligue communiste internationaliste. En septembre 1935, avec divers autres petits groupes, les partisans de Maurin et de Nin fondent le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) de 8 000 membres. Les conséquences de cette faute politique majeure ne se font pas attendre.

Le PSOE retourne à sa politique d'alliance avec la bourgeoisie, pourvu qu'elle soit républicaine et antifasciste. Il signe en janvier 1936 un accord pour les élections aux Cortès, fixées au 16 février 1936, avec la Gauche républicaine d'Azana, l'Union républicaine de Barrio et le Parti national républicain.

Les staliniens font main basse sur les Jeunesses socialistes (JSU), éteignent les ferments révolutionnaires et se renforcent. Les armes que Moscou commence à livrer et le tournant à 180° du Kremlin qui commande aux partis staliniens de passer de la politique sectaire du social-fascisme à l'opportunisme des alliances larges ouvrent au PCE un espace, ce que la constitution du POUM a facilité.

Les dirigeants du parti centriste qui qualifiaient Trotsky d'*opportuniste* parce qu'il voulait utiliser la crise dans la social-démocratie pour forger un parti révolutionnaire prolétarien, qui criaient à la collusion avec le PSOE, s'alignent lamentablement sur l'alliance avec la bourgeoisie républicaine, signent le programme du Front populaire dont les staliniens font l'apologie depuis deux mois.

Le programme du Front populaire

Dans son préambule, ce « *bloc des gauches* » présente l'« *accord politique* » qui lie les signataires comme « *conforme aux intérêts nationaux de la République* ».

Les frontières de classes sont masquées, ces messieurs sont prêts à servir la république bourgeoise.

Le chapitre 1, « *comme présupposé indispensable de la paix publique* », annonce une loi de « *large amnistie des délits politiques et sociaux commis antérieurement à novembre 1935* ». Le Front populaire annulera « *des délits* », il ne rendra pas justice aux prolétaires, aux combattants, aux réprimés. Il met sur le même plan victime et bourreau, dédouanant par avance les exactions légales : « *une loi concédant aux familles des victimes causées par les forces révolutionnaires ou par les actes illégaux de l'autorité et de la force publique au cours de la répression la réparation adéquate du dommage causé aux personnes* ». Le POUM a justifié son ralliement par cette « loi d'amnistie ». Les prolétaires, plus avancés que le POUM, ouvriront les prisons bien avant qu'elle soit votée.

Le chapitre 2 nous apprend que « *les partis coalisés rétabliront le règne de la constitution* » et que « *le principe de l'autorité est affirmé dans toute sa vigueur* ». Sans commentaire…

Au chapitre 3, « *les républicains n'acceptent pas le principe de la nationalisation de la terre et de sa remise gratuite aux paysans* » et au chapitre 4, il est question de « *l'intérêt général de l'économie* », autre façon d'écrire qu'il ne faut pas attendre de mesures contre la classe exploiteuse. Le chapitre 5 confirme : « *Les républicains n'acceptent pas l'allocation de chômage demandée par les représentants ouvriers.* »

Chapitre 6 : « *Les partis républicains n'acceptent pas les mesures de nationalisation des banques proposées par les partis ouvriers.* »

Chapitre 7 : « *La République telle que la conçoivent les partis républicains n'est pas une république dirigée par des motifs sociaux ou économiques de classe, mais un régime démocratique animé par des motifs d'intérêt public et de progrès social… Les partis républicains n'acceptent pas le contrôle ouvrier demandé par la délégation du Parti socialiste.* »

Au chapitre 8 qui traite de l'enseignement dans son point 1, aucune mesure précise pour liquider l'emprise du clergé catholique. L'Église, comme l'armée, jamais nommées, sont « oubliées » dans l'accord électoral qui se clôt par un coup de chapeau à la caverne des brigands (Lénine) : « *La politique internationale sera orientée dans le sens de l'adhésion aux principes et aux méthodes de la Société des nations.* »

Le 15 janvier 1936, ce catalogue bourgeois est ratifié par la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le Parti socialiste ouvrier espagnol, l'Union générale des travailleurs, le Parti communiste d'Espagne, la Fédération nationale des jeunesses socialistes, le Parti syndicaliste, le Parti ouvrier d'unification marxiste.

Le POUM trahit les leçons que le marxisme a tirées, depuis 1848, de la nécessité pour le prolétariat de constituer son propre parti, contre la bourgeoisie et non en collaboration avec elle. L'ancienne direction Nin–Andrade de l'ICE rompt avec la politique d'Alliance ouvrière qui lui avait permis de se développer en aidant le mouvement révolutionnaire des masses à s'organiser indépendamment et contre la classe exploiteuse et ses partis républicains.

Le POUM justifie sa capitulation devant le Front populaire et le stalinisme qui l'impulse dans le monde entier par l'impossibilité d'obtenir des députés sans participer à une coalition électorale. Mais il s'est mis lui–même en position de faiblesse en refusant l'entrée dans le PSOE et les Jeunesses où les forces révolutionnaires rassemblées auraient pu dénoncer le front populaire et combattre pour le front unique ouvrier. Cela aurait permis la jonction avec la base anarchiste, traditionnellement anti–élections, alors que les sommets de la CNT et la FAI, s'ils n'ont pas appelé à voter Front populaire, n'ont pas donné leur consigne habituelle d'abstention, n'ont pas mené de campagne indépendante. Utiliser la bataille électorale pour que le programme de la révolution sociale atteigne les plus larges masses, voilà ce qui aurait dû prévaloir chez les révolutionnaires.

Le 16 février 1936, la coalition de Front populaire remporte les élections aux Cortès, avec une légère avance en voix et une très large majorité de sièges (plus de 60 %).

[à suivre]



Hollande, Valls et Touraine en veulent encore plus

À bas le projet de budget 2017 contre la Sécu !

Le gouvernement Hollande-Valls-Touraine a poursuivi contre le droit à la santé et contre les travailleurs des hôpitaux et de la Sécurité sociale la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot. Par contre, les patrons ont été exemptés massivement de cotisations sociales : 5,2 milliards d'euros en moins pour le régime général de la Sécu grâce au « Pacte de responsabilité ». Les groupes pharmaceutiques et les cliniques privées ont continué à s'enrichir. Les inégalités d'accès aux soins se sont aggravées. Des étudiants, les travailleurs au chômage et les précaires renoncent aux soins.

Les salaires de fonctionnaires ont été bloqués de 2010 à 2015 inclus. Le temps de travail est allongé dans les hôpitaux par le vol par l'employeur des RTT. Une grande partie du travail est fournie par des stagiaires pas ou mal rétribués, par des précaires. La carrière des titulaires est freinée par le « Parcours professionnel carrière et rémunérations ». Les infirmiers ont été caporalisés par un ordre professionnel. La « loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires » de Sarkozy-Bachelot de juillet 2009 avait instauré des « groupements hospitaliers de territoire » (GHT), mais ils restaient facultatifs. La « loi de modernisation du système de santé » de Hollande-Touraine de décembre 2015 les impose. Les ARS créées par Sarkozy & Bachelot sont en train de regrouper 850 établissements hospitaliers publics en 135 GHT. Ainsi, le gouvernement ferme des services (maternités, urgences, centres d'avortement) et même des établissements, essaie de supprimer 22 000 emplois, rend davantage flexibles les postes et les horaires (jusqu'à 54 heures de travail d'affilée, rappel sur les congés…), entraînant harcèlement, sanctions et menaces.

Le résultat est, pour beaucoup de patients, des renoncements à se soigner, des distances plus longues à parcourir ou des délais d'attente supplémentaires ; pour tous les travailleurs hospitaliers, la détérioration des conditions de travail. Cinq infirmiers se sont donné la mort depuis juin, à Toulouse, au Havre, à Saint-Calais (près du Mans) et à Reims. Cela rappelle la privatisation de France Telecom. Seul le suicide survenu à Toulouse a pour le moment officiellement été reconnu comme un accident du travail mais, selon les syndicats locaux, tous sont liés à la dégradation des métiers.

Pourtant, toutes les confédérations ont discuté avec le gouvernement du Pacte de responsabilité, toutes les fédérations syndicales ont accepté de discuter de la loi Santé, les syndicats continuent à cogérer les hôpitaux en participant aux conseils d'administration. Les bureaucraties syndicales de la santé ont appelé à de multiples « journées d'action » ; elles ont laissé les soignants qui entraient en lutte isolés par catégorie ou par hôpital. Les directions confédérales ont démoralisé l'ensemble des travailleurs en refusant d'appeler à la grève générale contre le projet de loi Hollande-El Khomri, en appelant à 14 « journées d'action » et à une dérisoire « votation citoyenne ».

Touraine (ministre de la santé), Sapin (ministre de l'économie) et Eckert (secrétaire d'État au budget qui remplace le fraudeur du fisc Cahuzac) ont présenté le 23 septembre le projet gouvernemental de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) qui est soumis au parlement.

Pour la branche maladie, où l'État exigeait auparavant 3 milliards d'euros d'économie annuelle, il veut 4 milliards en 2017 : 640 millions en accentuant les soins ambulatoires, 845 millions par des gains d'efficacité des hôpitaux, 1,430 milliard d'euros pris sur les médicaments, 1,135 milliard sur les soins (Gouvernement, *Dossier de presse*, p. 38).

Face à cette nouvelle offensive du gouvernement Hollande-Valls-Touraine, l'attitude des directions syndicales est, soit la complicité à peine dissimulée (CFDT, UNSA, CFE-CGC), soit la diversion d'une « journée d'action » convoquée le 8 novembre (CGT, FO, SUD). Qui peut croire que le gouvernement va reculer le soir du 8 novembre ?

Dans les syndicats, dans les assemblées générales, il faut imposer une manifestation unie à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption du projet de budget 2017 de la Sécu.

Retrait du projet de budget 2017 de la Sécu ! Abrogation des lois Sarkozy-Bachelot et Hollande-Touraine ! Boycott des conseils d'administration chargés de les appliquer ! Réouverture et création des établissements, des services, des lits et des postes nécessaires ! Titularisation des précaires !

Abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales pour le patronat ! Expropriation des laboratoires pharmaceutiques, des cliniques privées et des groupes financiers de l'assurance maladie ! Gratuité de tous les soins ! Gouvernement des travailleurs !

6 octobre 2016